

SOMMAIRE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	5
PREAMBULE	6
AVANT-PROPOS	7
 DÉFINITIONS ET CONCEPTS	 9
1.1 Ménage et chef de ménage (CM)	9
1.2 Les groupes socio-économiques	9
 APERÇU SUR LA MÉTHODOLOGIE	 13
1.1 Objectifs de l'enquête	12
1.2 Le plan de sondage	13
1.2.1 Structure de l'échantillon et bases de sondage	13
1.2.2 Taille de l'échantillon	13
1.2.3 Tirage de l'échantillon (y compris l'extrapolation)	14
1.3 L'organisation de la collecte des données sur le terrain	15
1.3.1 Le cadre organisationnel de l'enquête	15
1.3.2 Les supports de collecte : questionnaires et manuels de collecte	15
1.3.3 Déroulement des opérations	16
1.4 Le traitement informatique des données	17
1.4.1 Cadre organisationnel du traitement de l'enquête	17
1.4.2 Vérification	17
1.4.3 Apurement	17
1.5 L'analyse des résultats	17
1.5.1 Cadre organisationnel de l'analyse des données.	17
1.5.2 Le déroulement de l'analyse	18
 RESUME	 20
 CHAPITRE I CARACTÉRISTIQUES DES MENAGES	 25
1.1 Description des ménages et de leurs chefs	26
1.1.1 Lieu de résidence	26
1.1.2 Taille du ménage	26
1.1.3 Sexe du chef de ménage	26
1.1.4 Etat matrimonial du chef de ménage	27
1.1.5 Niveau d'instruction du chef de ménage	27
1.1.6 Groupe socio-économique du chef de ménage	27

1.2	Description de la population	27
1.2.1	Lieu de résidence	27
1.2.2	Composition par sexe	28
1.2.3	Grands groupes d'âges	28
1.2.4	Niveau d'instruction	28
1.2.5	Etat matrimonial	29
1.2.6	Lien de parenté avec le chef de ménage	29

CHAPITRE II EDUCATION 30

2.1	Alphabétisation	31
2.1.1	Généralités	31
2.1.2	Alphabétisation, milieu et région de résidence	32
2.1.3	Alphabétisation et genre	32
2.1.4	Alphabétisation, groupes socio-économiques	32
2.2	Taux nets et taux bruts de scolarisation primaire	33
2.2.1	Généralités	33
2.2.2	Scolarisation primaire, milieu et région de résidence	33
2.2.3	Scolarisation primaire et genre	33
2.2.4	Scolarisation et groupes socio-économiques	34
2.3.	Taux bruts de scolarisation secondaire	34
2.3.1	Généralités	34
2.3.2	Scolarisation secondaire, milieu et région de résidence	34
2.3.3	Scolarisation secondaire et genre	34
2.4	Accès à la scolarisation, degré et raisons de (in)satisfaction	35
2.4.1	Accès	35
2.4.2	Satisfaction	36
2.4.3	Raisons de l'insatisfaction vis-à-vis de l'école	38
2.5	Raisons pour avoir quitté l'école	41
2.5.1	Généralités	41
2.5.2	Déscolarisation et genre	42
2.6	Scolarisation au supérieur	43

CHAPITRE III CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES DE LA POPULATION ACTIVE 45

3.1	Population active occupée.....	46
3.1.1	Le milieu de résidence	46
3.1.2	La région de résidence	46
3.1.3	Age et sexe des occupés	46
3.1.4	Statut dans l'emploi des occupés	47
3.1.5	Population occupée par employeur	49
3.1.6	Branche d'activité des actifs occupés	50
3.1.7	Branche d'activité et statut dans l'emploi	51
3.1.8	Branche d'activité et employeur	52
3.1.9	Occupés par employeur selon le statut	53

3.2	Caractéristiques du sous emploi	54
3.2.1	Au niveau national	54
3.2.2	Milieu de résidence	54
3.2.3	Selon la région de résidence	54
3.2.4	Sous emploi par employeur	55
3.2.5	Sous emploi par branche d'activité	57
3.3	Caractéristiques du chômage	58
3.3.1	Au niveau national	58
3.3.2	Milieu de résidence	59
3.3.3	Chômage dans les régions	59
3.4	Personnes inactives	59
3.4.1	Niveau national	59
3.4.2	Milieu de résidence	59
3.4.3	La région de résidence	59
3.5	Population économiquement inactive	59
3.5.1	Au niveau national	59
3.5.2	Milieu de résidence	60
3.5.3	Région de résidence	60
3.5.4	Sexe et âge des personnes économiquement inactives	60
CHAPITRE IV	SANTE ET NUTRITION	61
4.1	La santé	62
4.1.1	L'accès aux services de santé	62
4.1.2	Morbidité	63
4.1.3	Consultations – satisfaction	64
4.1.4	Santé maternelle	67
4.2	La nutrition	68
4.2.1	Le retard de croissance	68
4.2.2	L'émaciation des enfants	69
4.2.3	L'insuffisance pondérale	69
CHAPITRE V	AVOIRS DU MENAGE	70
5.1	Présentation générale	71
5.1.1	Nature des avoirs des ménages	71
5.1.2	Evolution des avoirs des ménages	71
5.2	Caractéristiques du ménage et avoirs	72
5.2.1	Avoirs selon le milieu de résidence	72
5.2.2	Avoirs et région de résidence	73
5.2.3	Avoirs et taille du ménage	75
5.2.4	Avoirs et groupe socio-économique du chef de ménage	75
5.2.5	Avoirs et sexe du chef de ménage	76

CHAPITRE VI	HABITAT, LOGEMENT ET ASSAINISSEMENT	78
6.1	Habitat	79
6.1.1	Statut d'occupation du logement	79
6.1.2	Nature des matériaux du logement	80
6.1.3	Eau et Assainissement, Source d'énergie domestique	81
CHAPITRE VII	IMPACT DE LA CRISE IVOIRIENNE SUR LES MENAGES	84
7.1	Caractéristiques de la population	85
7.2	Type d'aide demandée	85
7.3	Régularité de l'argent reçu par les ménages	86
7.4	Evolution des transferts au cours des 12 derniers mois	87
7.5	Niveau de baisse des transferts	87
7.6	Utilisation par les ménages de l'argent reçu	88
7.7	Conséquences de la crise sur les ménages	88
7.8	Perspectives d'actions envisagées par les ménages	89
ANNEXES	90

SIGLES ET ABREVIATIONS

INSD	:	Institut national de la Statistique et de la Démographie
CM	:	Ménage et chef de ménage (CM)
ZD	:	Zone de dénombrement
RGPH.	:	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
U.P	:	Unités Primaires
QUIBB	:	Questionnaire des indicateurs de base sur le bien-être

PREAMBULE

Le présent document est une analyse descriptive des résultats de l'**Enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages (EBCVM)**.

Il s'articule essentiellement autour de sept (7) chapitres et a nécessité la contribution des personnes ressources ci-après :

Définitions et concepts

MM. Michel KONE et E. Alphonse YAMEOGO ;

Aperçu sur la méthodologie

Michel KONE ;

Chapitre 1 : Caractéristiques des ménages

MM. Bernard DEMBELE et Lucien BELEMKOABGA ;

Chapitre 2 : Education

Pr. Fernand SANOU;

Chapitre 3 : Caractéristiques économiques de la population active

M. K. Félix BONKOUNGOU ;

Chapitre 4 : Santé et Nutrition

M. Samuel KABORE ;

Chapitre 5 : Avoirs des ménages

M. Barbi KABORE ;

Chapitre 6 : Habitat, logement et assainissement

M. N. Célestin DIELBEOGO ;

Chapitre 7 : Impact de la crise ivoirienne sur les ménages

M. Lucien BELEMKOABGA.

AVANT-PROPOS

L'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), a conduit pour le compte et à la demande du Gouvernement burkinabè trois enquêtes d'envergure nationale sur les conditions de vie des ménages en 1994, 1998 et présentement en 2003.

La présente, nommée **Enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages (EBCVM)** est une mise en application des techniques du QUIBB (questionnaire unifié des indicateurs de base du bien-être). Il permet d'une part la collecte d'informations nécessaires à l'identification et à la classification de groupes cibles, d'autre part la fourniture des indicateurs de base de bien-être permettant de faire le suivi et l'évaluation des programmes de lutte contre la pauvreté.

L'objectif principal visé étant d'aider à une meilleure connaissance des conditions de vie des ménages au Burkina (plus particulièrement les groupes pauvres de la population) et une meilleure appréhension des manifestations de la pauvreté. Le rapport vise à aider les planificateurs et autres décideurs à élaborer des stratégies appropriées de réduction de la pauvreté sur le plan national, de même qu'il se veut être une source d'alimentation sincère de la réflexion et du débat sur le développement humain.

Que toutes les institutions qui ont apporté leur appui à la réalisation de l'Enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages et à la réalisation du profil de pauvreté au Burkina Faso trouvent ici nos remerciements.

Ces remerciements vont en particulier à la Banque mondiale et au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Nous exprimons notre reconnaissance à tous ceux qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation de la présente étude. Il sied également de mentionner la contribution appréciable de plusieurs structures dans la bonne conduite de cette investigation sur les conditions de vie des ménages, notamment :

- les populations et les ménages échantillons pour leur collaboration ;
- les autorités administratives locales pour leur soutien multiforme ;
- les directions régionales de l'économie et du développement (DRED) pour leur appui technique et logistique.

L'INSD accueillerait bien volontiers toutes les:

- remarques, critiques et suggestions que vous voudrez bien formuler pour une amélioration des éditions futures.
- demandes d'informations complémentaires ou spécifiques dans la limite des informations contenues dans la nouvelle base de données.

Le Directeur Général

Bamory OUATTARA

DEFINITIONS ET CONCEPTS

DEFINITIONS ET CONCEPTS

Ne seront retenus dans cette liste que les concepts et définitions transversaux ou généraux. Ceux spécifiques à chaque thème en seront directement rattachés. Les notes de bas de page pourront être ainsi utilisées lorsque cela est opportun.

1.1 MÉNAGE ET CHEF DE MÉNAGE (CM)

Le ménage est l'unité socio-économique de base au sein de laquelle les différents membres, apparentés ou non, vivent dans la même maison ou concession, mettent en commun leurs ressources et satisfont en commun à l'essentiel de leurs besoins alimentaires et autres besoins vitaux, sous l'autorité de l'un d'entre eux appelé chef de ménage (CM).

1.2 LES GROUPES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Le groupe socio-économique se définit essentiellement par rapport à l'activité principale du chef de ménage. Dans la présente étude les groupes suivants ont été retenus :

- *Salariés du public :*
Groupe socio-économique dont le chef de ménage est salarié du service public ou para-public.
- *Salariés du privé structuré :*
Groupe socio-économique dont le chef de ménage est salarié du secteur privé structuré.
- *Indépendants ou employeurs non agricoles :*
Groupe socio-économique dont le chef de ménage travaille pour son propre compte ou est employeur dans un secteur d'activité non agricole.
- *Aides familiaux bénévoles et apprentis :*
Groupe socio-économique dont le chef de ménage est aide familial bénévole ou apprenti.
- *Agriculteurs de coton :*
Groupe socio-économique dont le chef de ménage est un cultivateur de coton.
- *Autres agriculteurs :*
Groupe socio-économique dont le chef de ménage est un cultivateur exclusif de produits vivriers.
- *Chefs de ménage inactifs :*
Groupe socio-économique dont le chef de ménage est inactif (retraité, rentier ou inactif).
- *Salariés du privé non structuré :*
Groupe socio-économique dont le chef de ménage est salarié du secteur privé non structuré (informel et inorganisé).

- *Chômeurs* :

Groupe socio-économique dont le chef de ménage est chômeur.

- a) **La situation économique du ménage comparée à celle qui prévalait il y a un an.** Pire s'applique aux ménages qui ont répondu « Beaucoup plus mauvaise maintenant » ou « un peu plus mauvaise maintenant »; meilleure s'applique à ceux qui ont répondu « un peu meilleure maintenant » ou « beaucoup mieux maintenant ».
- b) **L'accès à l'eau** est défini pour les ménages qui ont une source d'approvisionnement à moins de 30 minutes quel que soit le mode de transport utilisé.
- c) **La source d'approvisionnement en eau potable** s'applique aux ménages qui utilisent pour boire de l'eau provenant de robinets ou de puits protégés
- d) **Le taux d'alphabétisation** est le pourcentage des individus âgés de 15 ans et plus qui savent lire et écrire dans une langue quelconque
- e) **Le chômage** est défini pour les personnes âgées de 15 ans et plus. Il concerne les personnes qui n'ont pas travaillé pendant les sept derniers jours qui ont précédé l'enquête et qui recherchaient un travail pendant les quatre dernières semaines. La population inactive, principalement les étudiants et les retraités, et les personnes au foyer n'est pas incluse dans la définition.
- f) Le sous-emploi est défini pour les personnes âgées de 15 ans et plus : sont considérées comme étant en situation de sous-emploi les personnes qui ont travaillé au cours des sept jours qui ont précédé l'enquête et qui sont prêts à prendre un travail supplémentaire.
- g) **Les estimations pour l'école primaire** se rapportent aux enfants âgés de 7 à 12 ans.
 - L'accès est défini pour les enfants vivant dans des ménages situés à moins de 30 minutes d'une école primaire quel que soit le mode de transport utilisé.
 - Le taux de fréquentation (taux net de scolarisation) au primaire est le pourcentage des enfants âgés de 7 à 12 ans fréquentant l'école primaire au moment de l'enquête.
 - Le taux brut de scolarisation au primaire est le rapport (en pourcentage) du nombre d'enfants (tout âge confondu) fréquentant l'école primaire au moment de l'enquête sur le nombre d'enfants âgés de 7 à 12 ans.
 - La satisfaction concerne les enfants actuellement à l'école primaire et qui n'ont cité aucun problème.
- h) **Les estimations pour l'école secondaire** se rapportent aux enfants âgés de 13 à 19 ans.
 - L'accès est défini pour les enfants vivant dans des ménages situés à moins de 30 minutes d'une école secondaire quel que soit le mode de transport utilisé.
 - Le taux de fréquentation (taux net de scolarisation) au secondaire est le pourcentage des enfants âgés de 13 à 19 ans fréquentant l'école secondaire au moment de l'enquête.
 - Le taux brut de scolarisation au secondaire est le rapport (en pourcentage) du nombre d'enfants (tout âge confondu) fréquentant l'école primaire au moment de l'enquête sur le nombre d'enfants âgés de 13 à 19 ans.

- i) **Les estimations pour l'enseignement supérieur** Le taux brut de scolarisation au supérieur est le rapport (en pourcentage) du nombre d'enfants (tout âge confondu) fréquentant l'enseignement supérieur au moment de l'enquête sur le nombre d'enfants âgés de 20 à 24 ans.
- j) **L'accès à la santé** est défini pour les personnes vivant dans des ménages disposant d'un établissement de santé à moins de 30 minutes quel que soit le mode de transport utilisé.
- k) **Les besoins en santé** concernent les personnes qui ont été malades ou blessées au cours des 15 jours ayant précédé l'enquête.
- l) **L'utilisation des soins de santé** concerne les personnes qui ont consulté le personnel de santé au cours des 15 jours ayant précédé l'enquête que soit pour raison de maladie ou pas.
- m) **La satisfaction concernant les soins de santé** est définie pour les personnes qui ont consulté du personnel de santé au cours des 15 jours ayant précédé l'enquête et qui n'ont cité aucun problème.
- n) **Le retard de croissance** concerne des enfants trop petits par rapport à leur âge. Leur taille-pour-âge se situe à moins de deux écarts type en dessous du standard taille-pour-âge de la population de référence du National Center of Health Statistics (NCHS).
- o) **L'émaciation** concerne des enfants trop maigres par rapport à leur taille. Leur poids-pour-taille se situe à moins de deux écarts type en dessous du standard poids-pour-taille de la population de référence du NCHS.
- p) **L'insuffisance pondérale** concerne des enfants trop maigres par rapport à leur âge. Leur poids-pour-âge se situe à moins de deux écarts type en dessous du standard poids-pour-âge de la population de référence du NCHS.

APERÇU SUR LA METHODOLOGIE

1.1 OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE

L'objectif principal de l'enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages est de fournir des informations nécessaires à la gestion économique et sociale du pays. Ces données qui couvrent le territoire national devront permettre, après extrapolation, de produire des estimations des différents paramètres. On doit pouvoir en même temps identifier dans l'échantillon des strates géographiques utilisées pour l'enquête prioritaire de 1998 (E.P.II) de façon à pouvoir comparer les résultats des deux enquêtes en fonction des régions.

D'autres objectifs importants de la présente enquête, partagés avec la précédente sont :

- permettre d'élaborer les principaux indicateurs de bien-être social et des besoins de base des différents groupes socio-économiques ;
- identifier les groupes vulnérables et, constater les changements qui s'opèrent dans le temps concernant le bien-être des ménages et des individus ;
- contribuer à l'élaboration des divers programmes, en l'occurrence le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

1.2 LE PLAN DE SONDAGE

1.2.1 Structure de l'échantillon et bases de sondage.

La structure générale de l'échantillon est identique à celle de l'Enquête prioritaire 2.

Au premier degré, l'unité de sondage est la zone de dénombrement (ZD) du Recensement Général de la Population (RGPH.96) et, au deuxième le ménage.

Le tirage au premier degré est effectué avec probabilités proportionnelles à la taille de chaque unité primaire prise dans sa région (le pays est formé de 13 régions). La région administrative regroupe un certain nombre de provinces ayant des caractéristiques voisines.

Au deuxième degré, dans chaque zone de dénombrement, 20 ménages sont sélectionnés par tirage systématique avec probabilité fixe dans la zone de dénombrement.

La base de sondage au 2ème degré est une liste des ménages établie lors d'une opération de ratissage dans chaque unité primaire échantillon, effectuée juste avant l'enquête dans la zone de dénombrement.

1.2.2 Taille de l'échantillon

Pour déterminer la taille, on considère les 13 régions dont chacune est constituée d'une partie urbaine (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et, les autres villes au nombre de vingt-six (26) et l'autre rurale. Ensuite une classification des ménages issus du dernier recensement de la population en groupes socio-économiques a été opérée dans chaque région jusqu'au niveau des zones de dénombrement.

Partant d'une taille initiale voulue (500 ménages environ) par classe d'intérêt (groupes socio-économiques, régions), on aboutit après de multiples scénarios tenant compte des contraintes (notamment financières) à une taille échantillon représentatif de huit mille cinq cent (8500) ménages répartis dans quatre cent vingt cinq (425) zones de dénombrement dont la configuration est illustrée sur le tableau suivant les zones de dénombrement et les régions.

Région	Nombre de Z.D échantillonnées		Nombre de ménages échantillonnés.	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Haut-Bassins	26	24	520	480
Cascades	5	8	100	160
Boucle du Mouhoun	6	38	120	760
Sahel	2	28	40	560
Est	3	28	60	560
Sud-Ouest	1	25	20	500
Centre-Nord	4	27	80	540
Centre-Ouest	8	24	160	480
Plateau central	0	19	0	380
Centre	63	6	1260	120
Centre-Sud	0	16	0	320
Nord	6	27	120	540
Centre-Est	6	25	120	500
Total	130	295	2600	5900

1.2.3 Tirage de l'échantillon (y compris l'extrapolation)

Le tirage de l'échantillon est effectué en conformité avec le plan de sondage établi et la base de sondage fournie par le service de la cartographie de l'INSD.

Il a fallu d'abord établir la partition des ZD entre les 13 régions en dissociant celles du milieu rural, de l'urbain. Ensuite dans chacune des 20 sous-ensembles obtenus on a procédé aléatoirement au tirage des unités primaires (U.P) proportionnellement à la taille, égale au nombre de ménages du recensement de 1996. Le tirage des 435 unités primaires (UP) s'est donc effectué indépendamment dans chacun des 20 sous-ensembles composant le territoire national.

Quant au tirage des unités secondaires, celui-ci est réalisé sur le terrain après énumération des ménages dans chaque zone de dénombrement. Le contrôleur procède au tirage aléatoire de 24 ménages à probabilité constante dans la zone de dénombrement c'est-à-dire suivant la méthode de tirage systématique; le questionnaire est administré à 20 ménages, tandis que les 4 autres constituent les ménages de remplacement.

1.3 L'ORGANISATION DE LA COLLECTE DES DONNEES SUR LE TERRAIN

1.3.1 Le cadre organisationnel de l'enquête

Pour la réalisation de l'enquête, l'équipe technique, au niveau central a pris les dispositions suivantes :

- Chacune des 18 équipes envoyées sur le terrain doit travailler en étroite collaboration avec la Direction Régionale de l'Economie et du Développement (DRED) selon les parties du territoire couvertes par celle-ci dans l'exécution de ses missions habituelles.
- Ayant établi un plan prévisionnel et détaillé de ses déplacements à l'intérieur de la région, chaque équipe en déplacement doit laisser ses coordonnées à la DRED et au responsable de terrain, de manière à être facilement joignable.
- Les équipes maintiennent un contact régulier avec le Bureau central de l'enquête pour tout problème d'ordre matériel, financier et technique.

1.3.2 Les supports de collecte : questionnaires et manuels de collecte.

L'enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages a utilisé deux (02) types de questionnaires :

- la fiche d'énumération servant à identifier les ménages ;
- le questionnaire ménage ;

Le questionnaire ménage est le support principal de l'enquête dans lequel est consigné l'ensemble des informations. Il incorpore le QUIBB (questionnaire des indicateurs de base sur le bien-être) standard et les aspects complémentaires du questionnaire standard des enquêtes prioritaires, organisé en sections qui sont décrites ainsi qu'il suit :

Section A	:	Information sur l'entretien.
Section B	:	Listes des membres du ménage.
Section C	:	Éducation.
Section D	:	Santé.
Section E	:	Emploi.
Section F	:	Avoirs du ménage.
Section G	:	Logement et confort du ménage.
Section I	:	Enfants de moins de 5 ans.
Section J	:	Dépenses rétrospectives du ménage.
Section K	:	Production agricole du ménage de la campagne en cours.
Section L	:	Entreprises et activités non-agricoles du ménage.
Section M	:	Dépenses alimentaires au cours des 15 derniers jours.
Section N	:	Dépenses sur produits non-alimentaires au cours des 30 derniers jours.
Section O	:	Revenu des ménages.
Section P	:	Accès aux services de base les plus proches.

- Le manuel de l'agent enquêteur, mis à la disposition de celui-ci contient les définitions des concepts et les instructions qui le guident dans l'entretien et le remplissage correct du questionnaire.
- Le manuel du contrôleur oriente celui-ci dans l'accomplissement correct de sa tâche.

1.3.3 Déroulement des opérations

a. Formations

La réalisation de l'enquête pilote, du 23 décembre 2002 au 4 janvier 2003 a permis la formation des contrôleurs et tester l'ensemble du dispositif de collecte.

La formation des agents enquêteurs pour l'enquête proprement dite s'est déroulée en deux vagues :

- la première a eu lieu du 1^{er} au 19 mars 2003 à l'issue de laquelle un test final a été organisé pour retenir les meilleurs participants au nombre de soixante cinq.
- la deuxième apparue nécessaire du fait des besoins de renforcement des équipes sur le terrain, s'est déroulée du 29 avril au 9 mai 2003 et 25 enquêteurs ont été retenus.

b. Collecte des données

La phase collecte sur terrain de l'EBCVM a commencé le mercredi 10 mai pour s'achever le 15 juillet 2003. La durée de la phase collecte, au regard de la quantité importante des informations, a été de 3 mois.

Au début de la collecte, 16 équipes (dont 16 contrôleurs et 58 enquêteurs) ont été constituées et mobilisées pour cette phase. Chaque équipe se compose de trois à quatre enquêteurs ayant à sa tête un contrôleur.

La répartition des équipes au niveau national, a tenu compte des 13 régions administratives dans lesquelles on affecte au-moins une équipe.

Compte tenu du nombre de ménages échantillons et des difficultés spécifiques à certaines régions, quelques aménagements ont été faits au niveau de la répartition des ZD par équipe. C'est ainsi que la collecte dans la région du Centre est confiée au départ à deux (2) équipes. De même, la région des Hauts Bassins et celle du Sahel ont chacune deux (2) équipes.

Par la suite, les équipes ayant terminé la collecte dans leurs zones ont évolué vers d'autres zones pour continuer le travail.

Suite au désistement de certains agents enquêteurs en pleine collecte, un recrutement et une formation complémentaire se sont avérés nécessaires pour étoffer les équipes dont le nombre des agents enquêteurs n'atteignait plus 4, de même que la constitution de deux nouvelles équipes pour appuyer le Centre.

c. Difficultés rencontrées

L'un des gros problèmes rencontrés dans la phase de terrain est celui des véhicules. Ce problème a entraîné un ralentissement de la collecte. Le 2^e gros problème de cette enquête ayant contribué au ralentissement de la collecte est la paye des agents. Certains contrôleurs ont été obligés de se rendre à Ouagadougou pour résoudre ce problème. Les autres difficultés rencontrées sont essentiellement le logement, les interprètes et la sensibilisation de la population dans certaines localités.

Malgré les dispositions administratives prises par les autorités pour informer la population de l'enquête EBCVM, certains ménages ne sont pas toujours disposés à recevoir les équipes de collecte.

1.4 LE TRAITEMENT INFORMATIQUE DES DONNEES

1.4.1 Cadre organisationnel du traitement de l'enquête

La saisie des données de tous les questionnaires a été faite sur micro-ordinateurs à l'INSD.

Les données sur questionnaire sont saisies par lecteur optique et de plus, le traitement s'effectue en même temps que la collecte. Ce qui permet à l'équipe de traitement d'attirer immédiatement l'attention des équipes sur les erreurs systématiques de remplissage constatées. En plus de sa célérité, la lecture par scanner est plus directe, la double saisie n'est plus une nécessité et l'intégrité des données est davantage conservée.

1.4.2 Vérification

Elle a consisté d'abord en un contrôle d'exhaustivité des questionnaires saisis et des variables ensuite. La vérification première ayant lieu sur le terrain, il s'est agi de repasser un programme systématisant celle-ci avant la validation du questionnaire qui, dans des rares cas sont repartis sur le terrain pour correction.

1.4.3 Apurement

Cet exercice qui est une succession de procédures permet d'établir les cohérences à l'intérieur d'une section, voire d'une section à l'autre. Un contrôle à priori sur des variables à partir des règles et spécifications lors de la saisie est effectué. Un travail minutieux réalisé a consisté à s'assurer que les rubriques destinées à recevoir une réponse ont été remplies. Dans le cas contraire (très rare), le questionnaire est renvoyé auprès des agents pour compléments d'informations.

1.5 L'ANALYSE DES RESULTATS

1.5.1 Cadre organisationnel de l'analyse des données.

Une fois les données disponibles, il est évidemment logique que celles-ci soient analysées. Les termes de référence pour l'analyse des résultats de l'enquête ont été rédigés à l'endroit des analystes et un groupe retenu pour prendre en charge l'activité. Le groupe d'analystes a procédé à l'organisation du travail de la façon suivante:

- répartition et attribution des thèmes d'analyse à ses membres ;
- rencontre régulièrement pour faire le point sur l'état d'avancement des travaux et des difficultés rencontrées dans l'analyse ;
- proposition d'un échéancier au dépôt du draft des travaux.

1.5.2 Le déroulement de l'analyse

Une fois les thèmes spécifiés et un plan d'analyse disponible, les analystes par groupe se sont répartis les thèmes selon leur domaine de compétence ou d'intérêt.

De prime abord, chacun des analystes a pu disposer d'un lot de tableaux pour entamer l'analyse thématique. Les équipes organisées ont ensuite commencé l'analyse des données et, régulièrement des rencontres permettaient de faire le point sur l'avancement des travaux. Cependant, au regard des multiples sollicitations auxquelles sont soumis les analystes à répondre à d'autres travaux et exigences courants, le souci de la recherche de célérités a amené ceux-ci à se retirer pour se consacrer entièrement à l'analyse durant deux jours (19 et 20 août 2003).

Ce dernier atelier a en outre permis de réexaminer minutieusement les écrits et d'affiner leur analyse par contacts entre groupe.

0. Découpage du pays en régions et configuration des unités primaires (Z.D)



1.0 CARACTERISTIQUES DES MENAGES

Le ménage est l'unité socio-économique de base au sein de laquelle les différents membres mettent en commun leurs ressources en vue de la satisfaction de leurs besoins, sous l'autorité d'un chef ; La composition des ménages révèle une forte prédominance de ménages à grande taille : pendant que deux ménages sur cinq comptent 7 personnes ou plus en leur sein, seulement un ménage sur huit se compose d'au-plus deux personnes. La taille moyenne au plan national est estimée à 6,4 personnes, avec une disparité entre milieux rural (6,6) et urbain (5,6). Sur le plan de la répartition géographique, à peine un ménage sur cinq est citadin.

La direction des ménages est assurée par un homme pour 9 ménages sur 10. En référence à 1998, le nombre de femmes qui dirigent un ménage est en légère augmentation même si cette augmentation se fait dans des proportions relativement modestes.

Selon le statut matrimonial, environ 7 ménages sur 8 vivent en union dont plus d'un tiers en polygamie.

Plus des 4 cinquièmes des chefs de ménage n'ont jamais été à l'école, et environ la moitié n'a pas franchi le seuil du primaire. Quant à ceux qui ont atteint le supérieur, ils ne représentent qu'un dixième des chefs de ménage.

Le groupe socio-économique d'appartenance des chefs de ménage est représenté pour 73,6% d'agriculteurs indépendants.

En considérant la population en général, elle comprend légèrement plus de femmes que d'hommes (51,3% contre 48,7%).

La répartition par groupes d'âge confirme la jeunesse de la population Burkinabé. En effet, les moins de 15 ans représentent 46% de la population.

Le niveau d'instruction révèle que l'analphabétisme touche pratiquement 4 personnes sur cinq. La population ne compte en son sein que 0,5% de personnes ayant atteint le niveau du supérieur.

2.0 EDUCATION

Le taux d'alphabétisation est actuellement de 21,8%. Ce taux était de 18,9% en 1994 et de 18,4% en 1998. En dehors de la faiblesse absolue de son taux, l'alphabétisation se caractérise par la persistance de la très forte inégalité de sa répartition selon le milieu de résidence (12,5% pour le milieu rural et 56,3% pour le milieu urbain) et la région de résidence (les trois régions abritant les principales villes tranchant par rapport à toutes les autres, notamment celles du Centre Sud, du Sahel et du Sud Ouest dont les taux sont compris entre 8,6% et 10,7%), selon les groupes socio-économiques (12,5% pour les agriculteurs indépendants et 82,0% pour les employés du public) et selon les sexes (15,2% pour les femmes et 29,4% pour les hommes).

Le taux net de scolarisation primaire de la population burkinabè est de 33,8%, pratiquement le même qu'en 1994 (33,7%) selon EPI. Le taux brut, par contre, est en progression par rapport aux taux stationnaires entre 1994 et 1998. Il est de 44,8%, alors qu'en 1994 il était de 40,13% et en 1998 de 40,9%. Le taux brut est très inégalement réparti, notamment entre milieu rural (34,1%) et milieu urbain (102,3%) et filles (38,2%) et garçons (49,6%).

Le taux brut de scolarisation secondaire de l'ensemble du pays est de 15,6%, une progression de 2 points par rapport à 1998 (13,0%) et de 4 points par rapport à 1994 (11,2%).

Plus encore que pour le primaire, il est très inégalement réparti entre les milieux (6,1% pour le milieu rural et 50,7% pour le milieu urbain) et entre les sexes (13,9% pour les filles et 17,3% pour les garçons), même si le rapport de féminité (80,3%) s'est nettement amélioré par rapport à 1998 (66,2%) et 1994 (62,0%). Cette amélioration est due au fait que l'accroissement du taux de scolarisation secondaire est moins le fait du milieu rural que le fait du milieu urbain plus disposé à scolariser les filles à un niveau proche de celui des garçons.

Un peu plus de la moitié (59,8%) des enfants d'âge scolaire primaire (7-12 ans) ont accès à l'école primaire, mais à peine un quart (24,9%) des enfants d'âge scolaire secondaire (13-19 ans) ont accès à l'école secondaire.

Au primaire comme au secondaire, les enfants du milieu rural sont, de très loin, ceux qui ont le moins accès à l'école : seulement 54,3% pour le primaire et 11,9% pour le secondaire. Au contraire des enfants issus du milieu urbain dont la grande majorité y ont accès : 91,2% pour le primaire et 72,8% pour le secondaire.

Les régions ayant les taux de scolarisation les plus élevés sont aussi, en général, celles qui ont plus accès aux établissements scolaires.

L'accès limité et en entonnoir aux deux premiers niveaux de l'école se double de problèmes tels que seulement un élève sur quatre au primaire et moins d'un élève sur dix au secondaire sont à même d'envisager sereinement leur cursus scolaire, une frustration qu'un quart (24,3%) des répondants au questionnaire de l'enquête prioritaire n'hésite pas à afficher.

Les élèves du milieu rural sont, de très loin, les moins satisfaits, avec seulement 3,4% de taux de satisfaction. Ceux du milieu urbain sont relativement plus satisfaits (28,8%) bien que seulement un quart d'entre eux disent n'avoir aucun problème particulier à l'école.

Les raisons de l'insatisfaction des élèves vis-à-vis de l'école sont, par ordre décroissant d'importance : l'absence ou l'insuffisance des livres et des fournitures scolaires (73,1%), le manque d'enseignants (15,9%), la qualité de l'enseignement (15,4%), la qualité de l'établissement (7,4%) et d'autres raisons non précisées (8,0%). L'importance de ces raisons varie surtout selon le milieu de résidence, les élèves du milieu rural se plaignant plus du manque de livres et de fournitures scolaires et ceux du milieu urbain se plaignant plus de la qualité de l'enseignement.

La déscolarisation touche un élève sur cinq (22,1%), plus en milieu rural (23,9%) qu'en milieu urbain (19,2%), beaucoup plus au niveau des enfants d'âge scolaire secondaire (39,9%) que ceux d'âge scolaire primaire (7,0%), mais autant de garçons (22,4%) que de filles (21,6%).

Aujourd'hui comme en 1998, très peu de ceux qui abandonnent l'école le font au terme normal de leurs études (1,3% en 1998 et 1,2% en 2003). La majorité le font en raison du renvoi de l'école (47,5%) ou du coût élevé des frais de scolarisation (27,5%). Le renvoi connaît une régression de 6 points par rapport à 1998 (53,3%), mais le coût est en progression de 8 points par rapport à 1998 (19,1%).

Les garçons avancent plus les raisons de renvoi (49,1%) que les filles (44,1%). Celles-ci avancent un peu plus que les garçons les raisons de coût élevé de scolarisation : 28,5% contre 26,7%.

Le taux de scolarisation du supérieur est actuellement de 2,13%. Il était de 1,3% en 1998 et de 0,9% en 1994. Cela représente un progrès appréciable mais insuffisant pour élever le taux de scolarisation du supérieur au niveau des autres pays africains.

La scolarisation du supérieur touche plus les garçons (3,3%) que les filles (1,1%), le milieu urbain (8,2%) plus que le milieu rural (0,3%).

3.0 CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

La population en âge de travailler est constituée de 5 077 926 personnes occupées, de 145 043 chômeurs et de 921 593 personnes inactives.

Au sein de cette population en âge de travailler 82,6% de personnes sont occupées. Parmi cette population occupée, il y'a des personnes qui sont partiellement occupées (sous emploi). Une personne sur 5 de la population en âge de travailler est sous employée.

Pour les personnes occupées 84% d'entre elles travaillent dans l'agriculture, l'élevage, la pêche. L'agriculture est demeurée le principal secteur qui accueille les actifs burkinabé suivie par le commerce (6,5%).

Parallèlement au sous emploi qui a pris de l'ampleur, le chômage constitue un autre fléau qui est toujours présent. Le taux de chômage est de 2,40% en 2003. comparativement aux années passées le phénomène n'a pas fondamentalement évolué.

Le chômage est demeuré un phénomène urbain (12,5%). Il touche aussi bien les hommes que les femmes de manière équilibrée.

4.0 SANTE ET NUTRITION

Au total, 35,3% des burkinabé ont accès aux services de santé. L'accès est 2,8 fois plus élevé en ville qu'en campagne. La morbidité touche 5,8% des burkinabé mais ce taux est en baisse de 18,31% par rapport à 1998 et 63,29% par rapport à 1994.

Le taux global de consultation est de 4,2% en 2003. La comparaison par rapport 1994 et 1998 montre une importante fluctuation inter annuelle des taux de consultation. Les consultations se passent principalement dans les CSPS, et secondairement dans les autres établissements sanitaires (milieu urbain) et chez les guérisseurs et marabouts (milieu rural). En général, 78,7% des burkinabé ayant consulté un praticien de santé se disent satisfaits des services reçus. Les 21,3% de mécontents avancent deux principales raisons qui sont : (1) le coût élevé et (2) la longue attente dans les établissements de santé.

Au total, 73,3% des femmes ayant eu une naissance vivante au cours de l'année précédant l'enquête ont bénéficié de soins prénataux. Dans l'ensemble du pays, 56,8% des naissances se font à domicile contre 43% à l'hôpital/maternité. Les naissances à domicile sont prépondérantes en milieu rural et sont assistées par les accoucheuses traditionnelles.

Au plan nutritionnel, le retard de croissance touche 44,5% des enfants de 0-4 ans, l'émaciation 19% des enfants et l'insuffisance pondérale 42,2% des enfants.

5.0 AVOIRS DES MENAGES

La situation des avoirs des ménages a très peu évolué depuis 1998. On retient que la mobylette et la voiture ont cédé un peu de terrain à la bicyclette. Le ménage burkinabé est de moins en moins équipé en matériel ménager (cuisinière moderne, fer à repasser, machine à coudre) à part le frigidaire dont la présence s'est renforcée. L'on remarque cependant une utilisation de plus en plus grande des ménages de radio et de télévision.

En dehors des équipements agricoles, les ménages urbains sont de loin les mieux équipés. Selon la région de résidence, le Centre et les Hauts Bassins à cause de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso présentent une situation proche du milieu urbain. Le bétail semble être la spécialité du Sahel et du Centre-Nord tandis que la Boucle du Mouhoun, le Plateau Central et la région des Cascades se distinguent dans les équipements agricoles (charrue, charrette et animaux de trait).

Quand la taille augmente, l'équipement du ménage se diversifie beaucoup plus ; cependant à partir de 7 personnes, les ménages éprouvent des difficultés à disposer de la plupart des biens.

Les ménages les plus nantis sont ceux dont le chef est du secteur public ou du privé formel. Les agriculteurs indépendants et le groupe socio-économique autre sont les moins nantis.

Enfin, les ménages dirigés par des hommes sont généralement les mieux équipés ; cependant, ceux dirigés par des femmes s'illustrent par la qualité de leur logement (possession de villa) et par les équipements ménagers possédés.

6.0 HABITAT, LOGEMENT ET ASSAINISSEMENT

L'analyse des indicateurs de l'habitat montre qu'ils n'ont pas connu une évolution significative depuis 1994.

En matière de consommation de bois, on constate que les différents projets et programmes en matière de promotion de sources nouvelles renouvelables comme le gaz, ou des mesures prises pour réduire la coupe abusive du bois (les trois luttas, la vulgarisation des foyers améliorés) etc. n'ont pas contribué jusqu'à présent à produire un impact significatif permettant de réduire un tant soit peu la consommation du bois.

En ce qui concerne le statut de l'occupation du logement, la très forte proportion des propriétaires ne doit pas faire perdre de vue que ces logements sont pour leur majorité des habitations traditionnelles, construites avec des matériaux (terre, bois, paille) qui ne donnent pas toutes les garanties de sécurité et de qualité. Les politiques de promotion de l'habitat s'adressent le plus souvent à une certaine catégorie de citoyens.

L'électricité, du fait qu'il est l'apanage des citoyens, ne peut pas avoir un impact ni sur l'utilisation du bois pour la cuisine, ni sur l'utilisation de la lampe torche à pile pour l'éclairage dans les campagnes.

Autant des constats qui pourraient entre autres, expliquer la stagnation des indicateurs de l'habitat.

7.0 IMPACT DE LA CRISE IVOIRIENNE SUR LES MENAGES

La population rapatriée concerne principalement la tranche d'âge (0-39) ans.

Une fois rentrés au pays dans une situation d'urgence, le premier souci des rapatriés est d'abord de se nourrir, puis de trouver du travail.

La majorité des ménages Burkinabé reçoivent des transferts en provenance de la Côte d'Ivoire (60% des ménages).

Cependant, la crise a été un détonateur pour la chute voire la rupture de ces transferts dont l'utilisation allait principalement à l'alimentation et à la satisfaction des besoins sociaux de base (santé, scolarisation).

Il s'ensuit que 57% des ménages subissent des conséquences sur le plan alimentaire, 10% ont des difficultés de soins, et 8,5% connaissent des problèmes de scolarisation.

Pour s'en sortir, les ménages préconisent en général une intervention par des programmes d'aide et des opportunités d'emploi.

CHAPITRE I

CARACTERISTIQUES DES MENAGES

Cette section porte sur le profil des ménages qui ont fait l'objet de cette enquête. Les procédures d'inclusion de ces ménages ont été décrites précédemment (v. chap. I). L'analyse menée ici permet dans une certaine mesure d'apprécier les ménages et la population qui les composent par rapport à la population d'ensemble, mais également d'observer les modifications survenues dans le temps à travers certains paramètres socio-démographiques, spatiaux et économiques.

1.1 DESCRIPTION DES MENAGES ET DE LEURS CHEFS

Dans cette partie, il a été retenu d'analyser les caractéristiques démographiques, et socio-économiques des chefs de ménage et ce, au niveau national, régional et selon le milieu de résidence (milieu urbain, milieu rural).

1.1.1 Lieu de résidence

Sur le plan de la localisation géographique, la majorité de ces ménages est située en milieu rural : à peine un ménage sur cinq est citadin. Par rapport aux 13 régions administratives, trois se détachent en terme d'importance avec une proportion légèrement au-dessus de 10% : il s'agit des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun et du Centre. A l'opposé, deux régions sont très faiblement représentées avec un pourcentage inférieur à 5% du total des ménages : les Cascades et le Centre-Sud. Mais majoritairement, les proportions de ménages par régions se situent autour de 8%.

1.1.2 Taille du ménage

La composition en terme d'effectif révèle une forte prédominance des ménages à grande taille. La propension de la population à se regrouper en ménages élargis et des chefs de ménage à constituer des ménages de grande taille est traduite par l'accroissement des pourcentages avec l'élévation du nombre de personnes. Alors que deux ménages sur cinq comptent 7 personnes ou plus en leur sein, ceux qui se composent d'au plus deux personnes ne représentent qu'un ménage sur huit.

1.1.3 Sexe du chef de ménage

Cette description des caractéristiques des chefs de ménage donnera une appréciation sur la manière dont sont dirigés les ménages. Une des dimensions essentielles dans la gestion des ménages est incontestablement l'aspect genre. Le fait d'être une femme ou un homme à la tête d'un ménage a des répercussions à la fois sociales et économiques sur la personne concernée et sur les autres membres. Comme déjà noté par plusieurs études, la presque totalité des ménages est sous l'autorité d'un homme. Les résultats obtenus ici ne dérogent pas à cette règle avec plus de 9 ménages sur 10 qui sont dirigés par un homme. Ce résultat rappelle donc que s'il est un fait que le nombre de ménages dirigés par une femme est en augmentation, il reste tout de même dans des proportions relativement limitées.

1.1.4 Etat matrimonial du chef de ménage

Le statut matrimonial des chefs de ménage montre la prépondérance de la vie en union. Seulement 4,5% n'ont jamais contracté mariage et 7,6% sont en situation de rupture soit par veuvage ou par divorce. Comme traduction de la taille élevée des ménages, environ 7 chefs de ménage sur 8 vivent toujours en union dont un tiers en polygamie.

1.1.5 Niveau d'instruction du chef de ménage

Dans l'ensemble, les chefs de ménages se caractérisent par un faible niveau d'instruction scolaire. Mieux, l'illettrisme est un trait saillant chez les chefs de ménage; plus des 4 cinquièmes d'entre eux n'ont jamais été à l'école. De plus, pour ceux qui y sont allés, le niveau est relativement bas. Environ la moitié d'entre eux n'a pas franchi le seuil du primaire. Quant à ceux qui ont atteint le niveau supérieur, ils n'en représentent qu'un dixième.

1.1.6 Groupe socio-économique du chef de ménage

Le groupe socio-économique d'appartenance des ménages a été saisi à travers celui du chef. La particularité de cette variable est qu'elle est marquée par la prépondérance d'une seule modalité. Alors que les pourcentages de presque toutes les autres modalités sont très inférieurs à 10%, les agriculteurs indépendants représentent 73,6% des chefs de ménage, soit un peu moins des trois quarts. Si l'on convient d'admettre que ce résultat est quelque peu attendu au regard des données collectées par ailleurs, il est à noter cependant une légère évolution. Il apparaît en effet une modification dans cette structure par la baisse de l'hégémonie de l'agriculture. Toutefois, cette transformation a besoin d'être confirmée par d'autres études pour établir s'il s'agit là de l'émergence d'une diversification ou d'une réorientation dans les choix de production.

Notons par ailleurs le résultat atypique entre ceux qui sont engagés dans le privé formel et le privé informel. La proportion plus importante des premiers par rapport aux seconds semble quelque peu invraisemblable (3,3% contre 2,3%). La situation inverse serait plus probable. Cette différence peut être mise sur le compte de la dispersion des effectifs des informels sur d'autres modalités telles que les «autres indépendants» et également les «sans emploi». Pour la première modalité, le fait qu'il s'agit d'un groupe résiduel et donc par définition au contour assez large peut induire quelques variations dans l'affectation des individus liés à une appréciation subjective de l'enquêteur. Quant à la seconde modalité, il est plus probable qu'une activité exercée de façon informelle soit sous-estimée par les personnes concernées. De ce fait, elles ont tendance à se considérer comme n'exerçant aucune activité. Ceci est souvent le cas lorsque l'activité est génératrice d'un faible revenu ou encore si elle est exercée par les femmes.

1.2 DESCRIPTION DE LA POPULATION

1.2.1 Lieu de résidence

Au cours de cette enquête, l'effectif total de la population des ménages sélectionnés était de 54039. En terme de répartition géographique, la population est généralement située en milieu rural avec 82% des personnes interrogées. Cette proportion est légèrement supérieure à celle des ménages dans le même milieu (79%). Cela est certainement lié au fait assez bien connu de la taille plus élevée des ménages en milieu rural.

Au niveau des régions, à quelques exceptions près, on retrouve les mêmes répartitions que celles des ménages obtenus précédemment. Les quelques variations observées tiennent à certaines spécificités. C'est le cas de la région de la Boucle du Mouhoun ou du Sahel qui, avec respectivement 10% et 7,5% des ménages, ont une proportion de population de 12,2% et 5,8%, soit une variation d'environ deux points entre les deux entités.

1.2.2 Composition par sexe

La population, dans sa composition, comprend légèrement plus de femmes que d'hommes (51,3% contre 48,7%). Par rapport aux données antérieures, ce déséquilibre en faveur des femmes est moins marqué. En général les résultats donnent une proportion d'environ 52% de femmes. Aussi, peut-on se demander si ce léger rééquilibrage est un fait passager ou la résultante de changements plus profonds. Si tel est le cas, ce serait peut-être l'amorce de la réduction des écarts d'espérances de vie entre hommes et femmes ou le déclin de l'émigration différentielle. Dans l'hypothèse où ces deux facteurs agiraient concomitamment, resteraient alors à définir les effets propres de chacun d'eux.

1.2.3 Grands groupes d'âges

La répartition par groupes d'âges confirme la jeunesse de la population burkinabé. Les enfants de moins de 15 ans représentent 46% de la population totale. Cela pose bien évidemment le problème récurrent de la pression sur les infrastructures sociales spécifiques à leur tranche d'âges. Par ailleurs, un fait souvent peu souligné est l'accroissement de la population des personnes âgées. Du fait de leur proportion relativement faible (3,5%), elles n'ont souvent pas fait l'objet de préoccupation. Mais avec l'accroissement de leur effectif, cette omission devrait rapidement être corrigée par une réflexion sur leur prise en charge sociale et surtout économique.

1.2.4 Niveau d'instruction

Le niveau d'instruction de la population dans son ensemble présente quelques similitudes avec celui des chefs de ménage. A l'instar de ces derniers, l'illettrisme touche pratiquement 4 personnes sur 5. Les différences résident surtout dans la répartition des personnes instruites.

Alors que les chefs de ménage comptent 2% de niveau supérieur en leur sein, la proportion n'est que 0,5% dans la population générale. A l'inverse, on dénombre 9,2% de niveau primaire pour les premiers contre 13,2% dans l'ensemble. Cette dissemblance résulte certainement de la sur-représentation des jeunes dans la population globale par rapport à celle des chefs de ménage.

Le résultat obtenu se justifie donc par le fait que les jeunes sont les premiers à profiter des retombées de l'amélioration progressive de la scolarisation.

1.2.5 Etat matrimonial

Pour la collecte de l'état matrimonial, seules les personnes de 12 ans et plus ont été considérées. Le statut matrimonial des enquêtés montre une prédominance du célibat (36,6%), suivi de près par la monogamie qui est pratiquée par le tiers des enquêtés (33,3%).

Malgré les appréciations défavorables et les prédictions pour les moins pessimistes sur sa pérennité, la polygamie continue d'exister : un peu moins du quart de la population a opté pour ce type d'union. Dans de nombreuses communautés, pour faciliter le remariage rapide, différentes formes de cohabitation matrimoniale sont mises en place : il s'agit notamment du sororat ou du lévirat. Cette disposition culturelle se double également d'une pression morale qui procède de différentes manières selon le groupe. De ce fait, les personnes en rupture d'union ne représentent qu'une infime proportion (5,6%). Du fait qu'elle est un phénomène essentiellement urbain, l'union libre n'a qu'un pourcentage symbolique (0,6%).

1.2.6 Lien de parenté avec le chef de ménage

La moitié des personnes qui composent le ménage sont les enfants du chef (50,4%). La proportion plus importante des conjointes par rapport à celle des chefs de ménage peut être en partie attribuée à la polygamie (15,6% contre 18,4%). Les autres liens de parenté sont faiblement représentés. Il est difficile d'établir sur la base de ces données que les arrangements résidentiels se modifient dans le temps. Dans la mesure où l'unité statistique de collecte est ici le ménage, cela implique nécessairement de distinguer les différents noyaux de cohabitations, et surtout lorsqu'ils composent une même famille. De plus, l'attention accordée ici à l'aspect économique ne permet pas toujours d'observer certains phénomènes sociaux qui se manifestent à l'intérieur du ménage ou entre ménages d'une même famille.

CHAPITRE II

EDUCATION

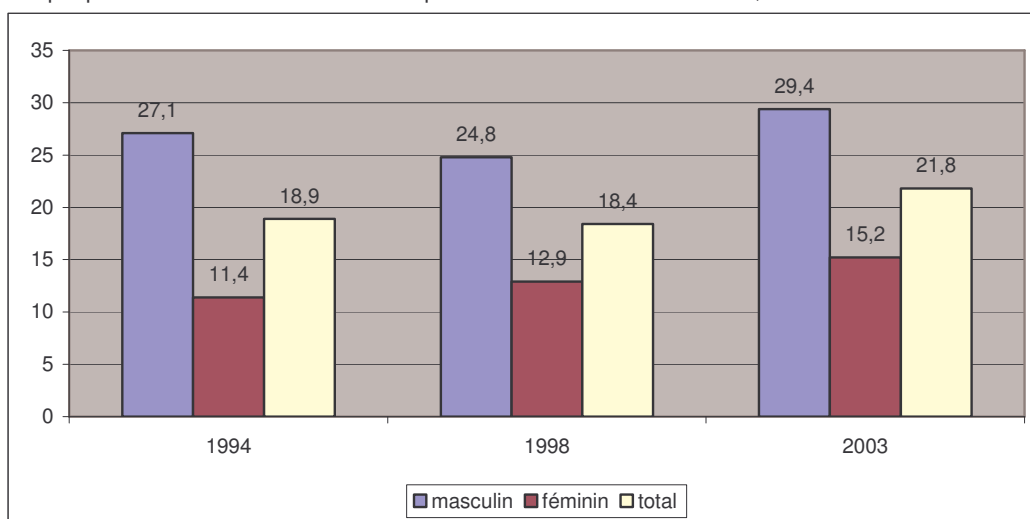
Le tableau 4.1.1 en annexe donne une vue synoptique de la situation de l'alphabétisation et de l'éducation primaire et secondaire.

2.1 ALPHABETISATION

2.1.1 Généralités

Le tableau 4.1.2 en annexe indique les taux de scolarisation selon le milieu et le graphique 4.1.1 ci-après illustre l'évolution des taux d'alphabétisation entre 1994 et 2003, selon le sexe.

Graphique 4.1.1. : Evolution des taux d'alphabétisation entre 1994 et 2003, selon le sexe



Le taux d'alphabétisation est actuellement de 21,8%. Ce taux était de 18,9% en 1994 et de 18,4% en 1998, ce qui signifie une « progression », du reste, irrégulière, d'à peine 0,4 point par an. A ce rythme, il faudrait deux siècles pour atteindre une alphabétisation universelle.

En dehors de la faiblesse absolue de son taux, l'alphabétisation se caractérise par la persistance de la très forte inégalité de sa répartition selon le milieu et la région de résidence, les groupes socio-économiques et les sexes.

2.1.2 Alphabétisation, milieu et région de résidence

Le milieu rural est alphabétisé à 12,5% (12% en 1994) et le milieu urbain à 56,3% (50,6% en 1994). L'évolution des taux des deux milieux entre 1994 et 2003 indique que l'accroissement global du taux d'alphabétisation est dû essentiellement à celui du milieu urbain qui enregistre un gain de près de 6 points contre seulement 0,5 point pour le milieu rural.

Les régions du Centre, des Hauts Bassins et du Centre Ouest qui abritent les trois principales villes du pays sont également les régions qui enregistrent les taux d'alphabétisation les plus élevés, avec respectivement 55,0%, 34,3% et 23,0%. Au bas de l'échelle des taux se trouvent les régions du Centre Sud (8,6%), du Sahel (9,4%) et du Sud Ouest (10,7%). Le nouveau découpage des régions dont le nombre est passé de 10 à 13 ne permet pas de faire des comparaisons précises.

2.1.3 Alphabétisation et genre

Tout comme en 1994 et 1998, l'analphabétisme est un phénomène majoritairement féminin. Les femmes sont alphabétisées à 15,2% contre 29,4% pour les hommes, soit pratiquement deux fois moins que ces derniers. Le rapport était le même en 1998 avec un taux d'alphabétisation féminin de 12,9% et un taux d'alphabétisation masculin de 24,8%. Par rapport à 1998, les hommes ont amélioré leur taux de 4,4 points alors que les femmes n'ont amélioré le leur que de 2,3 points. Ce qui laisse penser que les programmes mettant l'accent sur le genre, et donnant la priorité aux femmes n'ont pas été efficaces pour réduire l'écart entre hommes et femmes.

2.1.4 Alphabétisation, groupes socio-économiques

Les employés du public et ceux du privé formel sont, de très loin, les groupes socio-économiques les plus alphabétisés (respectivement 82,0% et 64,1%). Il ne saurait en être autrement dans la mesure où ces catégories tirent leur essence de l'alphabétisation et de la scolarisation, leur recrutement se faisant sur la base de leur niveau de scolarisation attesté par des diplômes, ce qui a pour effet de créer, au sein de ces ménages, une culture sinon un culte de l'alphabétisation et de la scolarisation. Les relatives minorités d'employés du public et du privé formel non alphabétisés sont, fort probablement, des employés subalternes (chauffeurs, manoeuvres, gardiens ...) qui n'ont pas besoin d'être alphabétisés pour exercer leur métier et qui n'ont pas non plus la culture de l'alphabétisation.

Les agriculteurs indépendants sont les moins alphabétisés (12,5%), suivis des travailleurs du secteur informel (37,7%)

2.2 TAUX NETS ET TAUX BRUTS DE SCOLARISATION PRIMAIRE

2.2.1 Généralités

Le taux net de scolarisation primaire de la population burkinabè est de 33,8%, pratiquement le même qu'en 1994 (33,7%) selon EPI. Le taux brut, par contre, est en progression par rapport au taux stationnaire entre 1994 et 1998. Il est de 44,8%, alors qu'en 1994 il était de 40,13% et en 1998 de 40,9%. Ces chiffres correspondent, à très peu de chose près (erreur d'échantillonnage) aux taux calculés par la DEP du MEBA à partir des estimations de la population scolarisable sur la base du taux d'accroissement révélé par le dernier recensement général de la population.

Il apparaît que le taux brut de scolarisation croît à un rythme très insignifiant de 1% par an. Ce qui fait dire à certains observateurs du développement du Burkina qu'il lui faudrait encore soixante ans ou une période de cent ans d'indépendance, pour atteindre les objectifs du millénaire d'une scolarisation universelle.

Le taux brut de scolarisation primaire est très inégalement réparti entre le milieu rural et le milieu urbain, entre les régions et entre les sexes, comme l'indiquent les tableaux 4.2 1 et 4.2.2 en annexes.

2.2.2 Scolarisation primaire, milieu et région de résidence

Les taux net et brut de scolarisation sont respectivement de 76,0% et 101,9% pour le milieu urbain et de 26,4% et 34,1% pour le milieu rural. Comparé aux chiffres de 1994 (EP I), on note une certaine stagnation voire un léger recul de 1 point du taux net du milieu rural estimé alors à 27% et un gain de 7,5 points pour le taux du milieu urbain estimé alors à 68,5%. En prenant les taux bruts, on constate par contre un très léger recul de celui du milieu urbain par rapport à 1998 (102,3%) et un gain de près de 4 points de celui du milieu rural par rapport à la même période de 1998 (30,8%).

On peut donc dire que les progrès réalisés ces quatre dernières années dans le domaine éducatif l'ont été au profit exclusif du milieu rural et qu'il ne saurait qu'en être ainsi dorénavant dans la mesure où le milieu urbain semble avoir fait le plein de scolarisation brut et amorce la régularisation de sa scolarisation nette, encore que ce qui est gagné en termes de non-dépassement de la limite d'âge est perdu en terme d'entrée précoce (5-6 ans au lieu des 7 ans réglementaires). Il faudrait, par conséquent, être prudent dans l'interprétation des « progrès » du milieu rural, le progrès quantitatif des taux bruts masquant une sorte de régression qualitative des taux nets, les progrès quantitatifs étant dus à certaines mesures administratives de rétention scolaire malgré les faibles performances.

Les régions du Centre, des Hauts Bassins et du Centre Ouest qui abritent les trois principales villes du pays sont également les régions qui enregistrent les taux bruts de scolarisation les plus élevés, avec respectivement 94,4% (net = 72,9%), 56,7% (net = 42,6%) et 56,1 (net = 43,0%). Au bas de l'échelle des taux se trouvent les régions du Sahel avec 22,0% (net = 15,0%) et de l'Est avec 26,0% (net = 20,2%).

2.2.3 Scolarisation primaire et genre

Les inégalités constatées entre filles et garçons lors des enquêtes prioritaires précédentes persistent. Les filles ont un taux brut de scolarisation de 38,2% contre 49,6% pour les garçons, soit un rapport de féminité de 77,0%, en légère amélioration par rapport à 1998 où ce rapport était de 74,3%.

Ces inégalités entre sexes varient également selon le lieu de résidence. Elles sont plus accentuées en milieu rural qu'en milieu urbain : un rapport de féminité de 66,6% en milieu rural et de 95,6% en milieu urbain. Ce qui laisse penser que la ville joue comme un facteur de réduction des inégalités entre sexes, sans doute grâce à une plus grande accessibilité des services sociaux et aussi à une plus grande réceptivité aux idées relatives à la promotion du statut de la femme, à la non-discrimination entre les sexes.

2.2.4. Scolarisation et groupes socio-économiques

Les employés du secteur public et ceux du secteur privé formel se distinguent des autres par les taux nets élevés de scolarisation primaire de leurs enfants, avec respectivement 86,3% et 75,7%. Ils sont suivis par les autres indépendants (61,4%). Les agriculteurs indépendants sont ceux qui enregistrent le plus faible taux de scolarisation primaire (27,6%), suivis des acteurs du secteur privé informel (38,9%).

2.3. TAUX BRUTS DE SCOLARISATION SECONDAIRE

2.3.1 Généralités

Les tableaux 4.3.1 et 4.3.2. en annexe indiquent les taux bruts de scolarisation secondaire selon le milieu et la région de résidence et par sexe.

Le taux brut de scolarisation secondaire de l'ensemble du pays est de 15,6%, soit une progression de 2 points par rapport à 1998 (13,0%) et de 4 points par rapport à 1994 (11,2%).

Plus encore que pour le primaire, il est très inégalement réparti entre les milieux et régions de résidence, les sexes, les groupes socio-économiques.

2.3.2 Scolarisation secondaire, milieu et région de résidence

Le taux brut de scolarisation secondaire est de 50,7% en milieu urbain et de 6,1% en milieu rural. La ville a donc huit (8) fois plus d'enfants scolarisés au secondaire que la campagne, la différence entre les villes de Ouagadougou et Bobo d'une part et les autres villes d'autre part étant relativement faible (36,6% pour 32,8%).

Comme pour le primaire, les régions du Centre, des Hauts Bassins et du Centre Ouest abritant les principales villes du pays ont des taux nettement plus élevés que les autres régions : respectivement 45,8%, 26,8% et 15,6%. Les régions les moins scolarisées au niveau secondaire sont pratiquement les mêmes que celles les moins scolarisées au niveau primaire. Il s'agit du Sahel (3,8%), de l'Est (5%) ainsi que du Centre Sud (6,4%).

2.3.3 Scolarisation secondaire et genre

Dans l'ensemble, les filles sont moins scolarisées au secondaire que les garçons : 13,9% contre 17,3% soit un rapport de féminité de 80,3%, nettement meilleur à celui de 1998 (66,2%) et celui de 1994 (62,0%). Cette amélioration du rapport de féminité est probablement due à une sorte de « ploutocratisation » de l'enseignement secondaire, l'accroissement du taux brut de scolarisation secondaire entre 1998 et 2003 étant moins le fait des catégories sociales les plus pauvres que de celui des moins pauvres, plus disposées à scolariser les filles à un niveau sinon égal, du moins proche, de celui des garçons.

On note que d'une façon générale, les régions les moins scolarisées sont aussi celles qui enregistrent les plus grands écarts (simple au double) entre filles et garçons, à l'exception très remarquable de la région de l'Est qui scolarise au secondaire presque à égalité les garçons (5,0%) et les filles (4,9%), alors qu'au primaire elle se situait au bas de l'échelle du taux de féminité (68,4% pour une moyenne nationale de 77,0%).

2.4 ACCES A LA SCOLARISATION, DEGRE ET RAISONS DE (IN)SATISFACTION

2.4.1. Accès

Le tableau 4.1 en annexe mentionné plus haut indique les taux d'accès à l'école, le degré de satisfaction.

Un peu plus de la moitié (59,8%) des enfants d'âge scolaire primaire (7-12 ans) ont accès à l'école primaire, c'est-à-dire, vivent dans un ménage situé à moins de 30 minutes de marche d'un établissement primaire. A peine un quart (24,9%) des enfants d'âge scolaire secondaire (13-19 ans) ont accès à l'école secondaire.

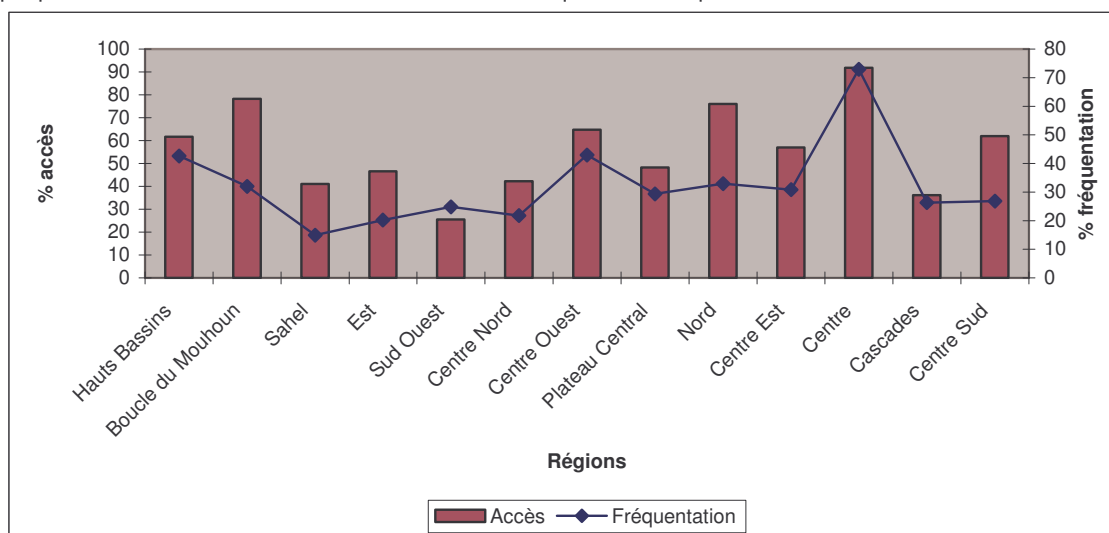
Au primaire comme au secondaire, les enfants du milieu rural sont, de très loin, ceux qui ont le moins accès à l'école : seulement 54,3% pour le primaire et 11,9% pour le secondaire. Au contraire des enfants issus du milieu urbain dont la grande majorité y ont accès : 91,2% pour le primaire et 72,8% pour le secondaire.

Les régions ayant les taux de scolarisation les plus élevés sont aussi, en général, celles qui ont plus accès aux établissements scolaires. Ainsi, les régions du Centre et des Hauts Bassins ont des taux d'accès respectifs au primaire de 91,9% et 42,6% et au secondaire de 65,7% et 37,0%. Toutefois, on note quelques hiatus entre l'accessibilité et la fréquentation scolaire effective dans certaines régions. Ainsi, par exemple, la région du Centre-Ouest avec les troisièmes taux bruts de scolarisation primaire (56,1%) et secondaire (15,6%) affiche un taux d'accès primaire (64,7%) inférieur à celui de la Boucle du Mouhoun (78,3%) et un taux d'accès secondaire (21,1%) inférieur à celui de la région du Nord (29,6%). La région de la Boucle du Mouhoun a un taux brut de scolarisation primaire de 39,6% la classant en 8^{ème} position. La région du Nord a un taux brut de scolarisation secondaire de 11,1% la classant en 7^{ème} position.

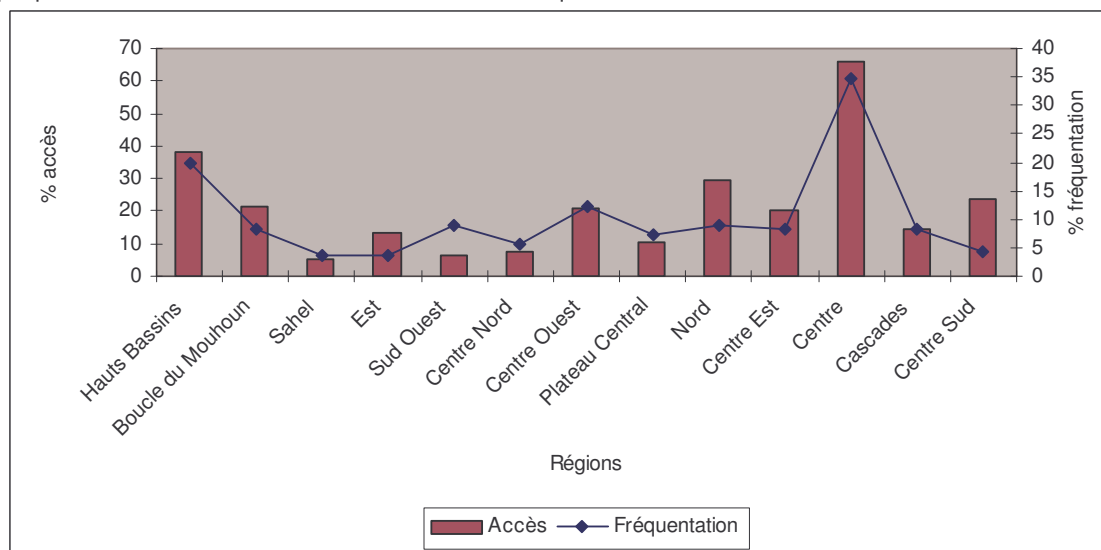
Les groupes socio-économiques les plus liés à la ville, comme les employés du public et du privé formel, ainsi que les autres indépendants ont les taux d'accès scolaire les plus élevés : respectivement 96,1%, 87,5% et 82,8% pour le primaire ; 79,1%, 71,7% et 67,9% pour le secondaire. Les agriculteurs indépendants et les acteurs du secteur privé informel ont les taux d'accès les plus bas : respectivement 54,8% et 68,0% pour le primaire ; 12,8% et 40,5% pour le secondaire.

Les graphiques 4.4.1 et 4.4.2 illustrent les relations entre taux d'accès et taux de fréquentation au primaire et au secondaire.

Graphique 4.4.1 : Relation entre taux d'accès et taux de fréquentation au primaire



Graphique 4.4.2 : Relation entre taux d'accès et taux de fréquentation au secondaire



2.4.2 Satisfaction

Seules d'infimes minorités d'élèves disent n'avoir aucun problème particulier. La satisfaction varie selon le milieu et la région de résidence, le groupe socio-économique et, dans une moindre mesure, le sexe.

Les élèves du milieu rural sont, de très loin, les moins satisfaits, avec seulement 3,4% de taux de satisfaction. Ceux du milieu urbain sont relativement plus satisfaits (28,8%) bien que seulement un quart d'entre eux disent n'avoir aucun problème particulier à l'école.

Seules les régions du Centre et des Hauts Bassins se détachent du lot des autres régions en termes de satisfaction vis-à-vis de l'école : respectivement 53,4% et 36,5% pour le primaire ; 25,6% et 15,6% pour le secondaire.

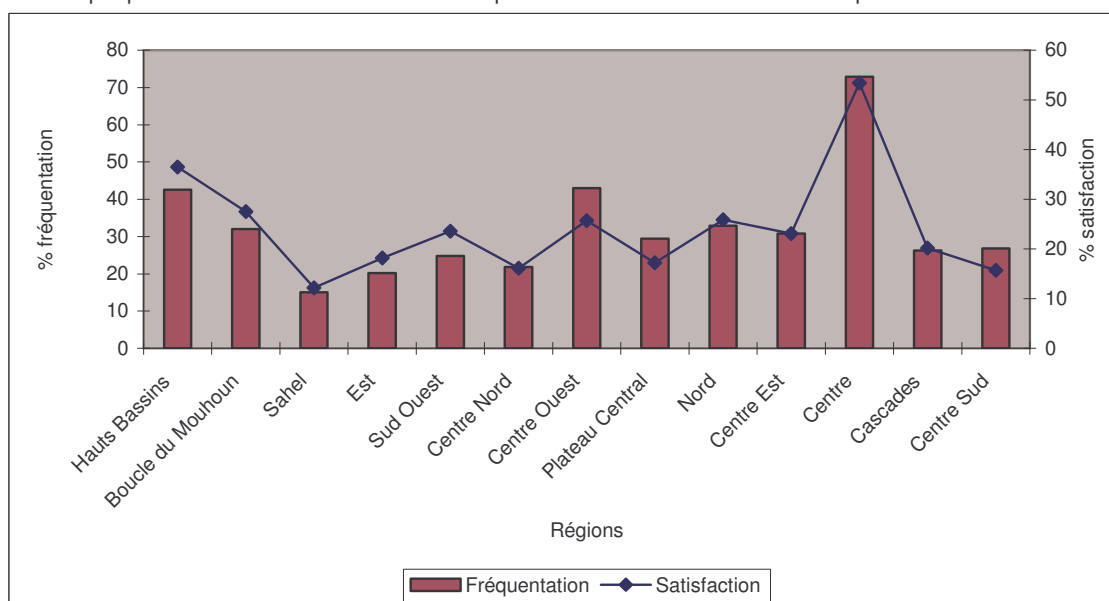
Même le Centre Ouest qui est la troisième région la plus scolarisée au secondaire n'affiche qu'un très faible taux de satisfaction : au primaire 25,9%, en dessous de celui de la Boucle du Mouhoun (27,5%) et égal à celui du Nord (25,9%) ; au secondaire 6,8%, voisin avec celui de la Boucle du Mouhoun (6,9%), du Nord (7,3%) et des Cascades (6,5%). Au bas de l'échelle, se trouvent, pour le primaire, les régions du Sahel (12,2%), du Centre-Sud (15,7%), du Centre-Nord (16,1%) et de l'Est (18,2%) ; pour le secondaire, les régions de l'Est (2,5%), du Sahel (2,9%), du Centre Sud (3,3%) et du Centre-Nord (3,6%).

Mais l'impression générale qui se dégage est une relation positive entre taux de fréquentation et taux de satisfaction, les régions les plus scolarisées étant, dans l'ensemble, plus satisfaites que les autres, au primaire comme au secondaire. Probablement parce qu'il s'agit aussi des régions les moins pauvres. Mais, le fait que certaines régions, comme le Centre Sud, le Mouhoun, le Nord, le Sahel et l'Est, n'aient pas des taux de fréquentation proches des taux d'accès renvoie à une conception de l'accessibilité

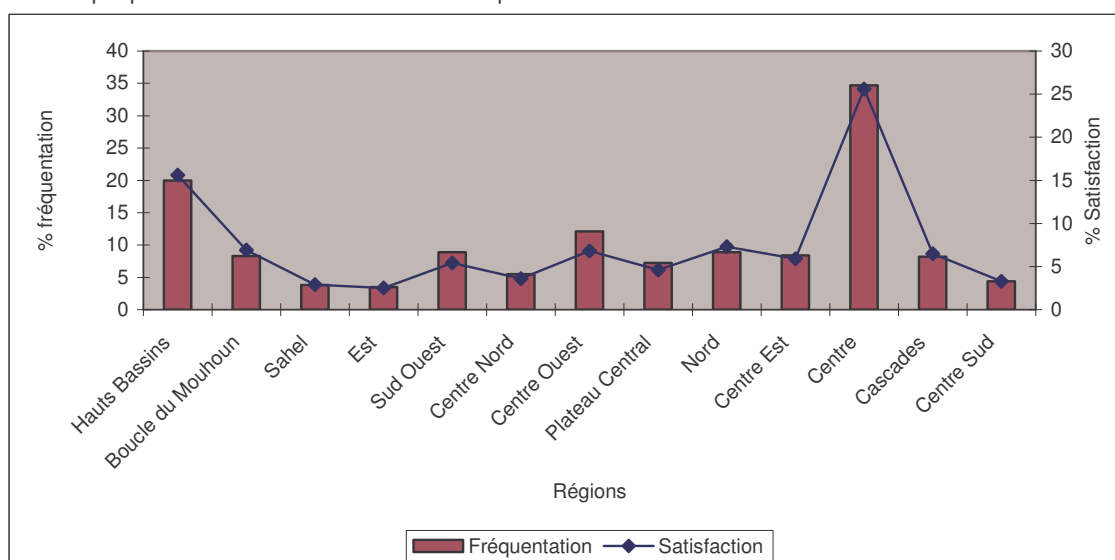
autre que celle physique. Par exemple, l'accessibilité financière ou, comme largement documenté dans de nombreuses études, l'accessibilité culturelle ou le refus délibéré de l'école pour des raisons culturelles.

Les graphiques 4.4.3 et 4.4.4 illustrent la relation entre taux de fréquentation et taux de satisfaction au primaire et au secondaire.

Graphique 4.4.3 : Relation entre taux de fréquentation et taux de satisfaction au primaire



Graphique 4.4.4 : Relation entre taux de fréquentation et taux de satisfaction au secondaire



Les groupes socio-économiques les plus satisfaits sont, hormis celui sans grand intérêt indéterminé « Autres » (59,9%), ceux des employés du public (42,1%) et du privé formel (30,3%), suivis des groupes des autres indépendants (20,4%) et des sans emploi (19,9%). Le groupe, majoritaire, des agriculteurs indépendants sont, de très loin, les moins satisfaits (3,8%), suivi de celui des acteurs du secteur privé informel (12,3%).

Au primaire, les garçons se disent relativement plus satisfaits que les filles : 29,4% contre 21,9%. Par contre au secondaire, même si la différence persiste, elle est minime : 9,3% contre 8,3%. Une interprétation possible de ces différences est que les filles éprouvent au départ plus de difficultés que les garçons et que ces difficultés s'estompent par la suite pour celles qui arrivent à atteindre l'école secondaire. On retient toutefois que le niveau de satisfaction de l'ensemble des élèves du secondaire est si bas qu'il passe avant le détail des nuances entre les sexes.

En somme, l'accès limité et en entonnoir aux deux premiers niveaux de l'école se double de problèmes tels que seulement un élève sur quatre au primaire et moins d'un élève sur dix au secondaire sont à même d'envisager sereinement leur cursus scolaire, une frustration qu'un quart (24,3%) des répondants au questionnaire de l'enquête prioritaire n'hésite pas à afficher.

Les obstacles du parcours du combattant sont multiples et ont pour noms : l'absence ou l'insuffisance des livres et fournitures scolaires, la qualité de l'enseignement, le manque d'enseignants et la qualité des établissements scolaires.

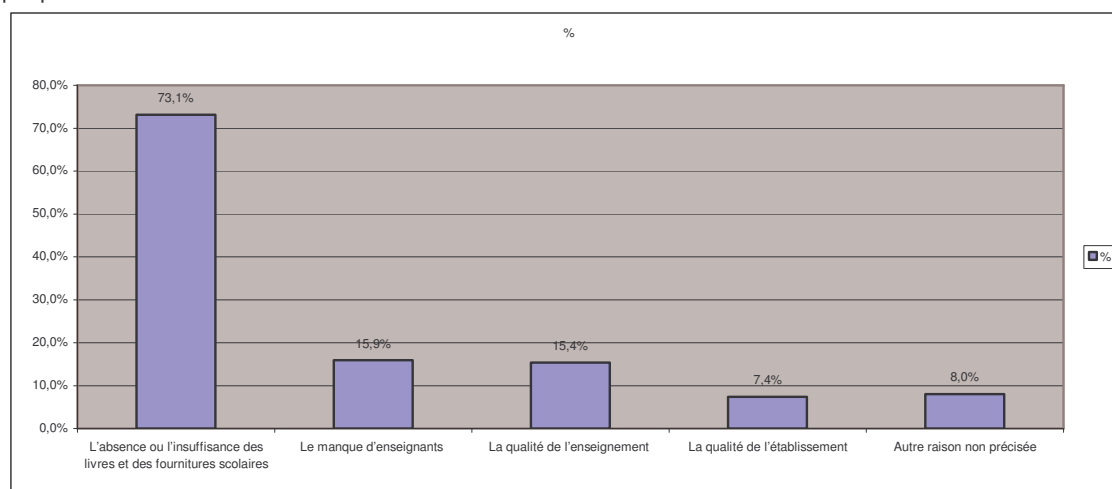
2.4.3 Raisons de l'insatisfaction vis-à-vis de l'école

Les raisons de l'insatisfaction des élèves vis-à-vis de l'école sont, par ordre décroissant d'importance, évoquées dans les proportions suivantes :

- L'absence ou l'insuffisance des livres et des fournitures scolaires : 73,1%
- Le manque d'enseignants : 15,9%
- La qualité de l'enseignement : 15,4%
- La qualité de l'établissement : 7,4%
- Autre raison non précisée : 8,0%

Le graphique 4.4.5 illustre les raisons de l'insatisfaction des élèves vis-à-vis de l'école.

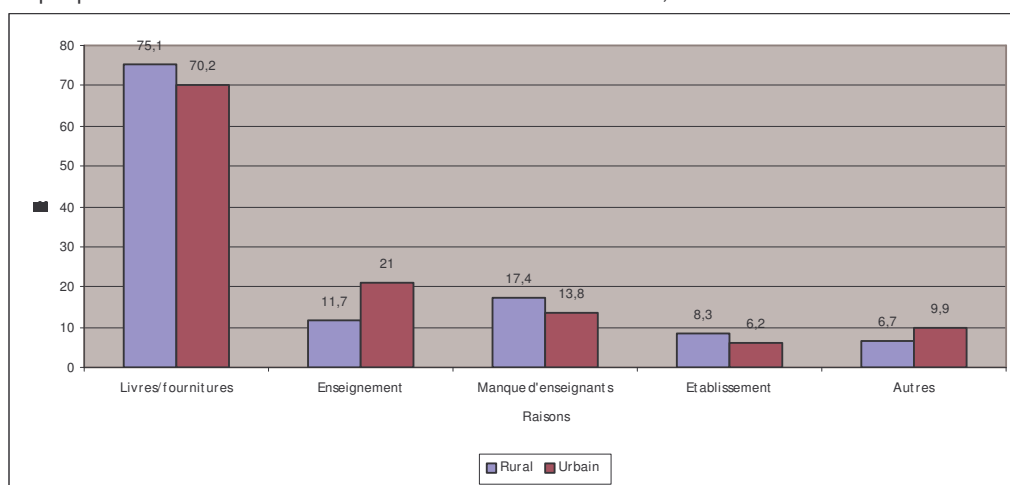
Graphique 4.4.5 : Raisons de l'insatisfaction vis-à-vis de l'école



Les élèves du milieu rural, un peu plus mécontents (25,9%) que ceux du milieu urbain (22,2%), se plaignent plus que ceux du milieu urbain du manque de livres et de fournitures scolaires : 75,1% contre 70,2%. Ils se plaignent également plus du manque d'enseignants (17,4% contre 13,8%) ainsi que de la qualité des établissements (8,3% contre 6,2%). Les élèves du milieu urbain, par contre se plaignent plus que leurs camarades du milieu rural de la qualité de l'enseignement (21,0% contre 1,7%) et ont un peu plus d'autres sujets de mécontentement (9,9% contre 6,7%).

Le graphique 4.4.6 indique les raisons de mécontentement vis-à-vis de l'école, selon le milieu de résidence.

Graphique 4.4.6 : Raisons du mécontentement vis-à-vis de l'école, selon le milieu de résidence



Cinq régions insistent nettement plus que les autres sur le manque de livres et de fournitures scolaires. Il s'agit, par ordre décroissant du :

- Centre-Ouest : 87,4%
- Plateau Central : 84,4%
- Nord : 83,7%
- Centre Est : 79,2%
- Centre Sud : 78,3%

La région de l'Est se distingue des autres par l'accent mis sur la qualité de l'enseignement : 48,7% ; celle du Sud-Ouest sur le manque d'enseignants (52,4%) et celle du Sahel sur la qualité des établissements (40,5%).

Les groupes socio-économiques des employés du public et du privé formel se plaignent plus que les autres de la qualité de l'enseignement (31,8% et 22,6%) et du manque d'enseignants (21,1% et 22,4%). Les acteurs du privé non formel et les agriculteurs indépendants sont plus préoccupés que les autres par le manque de livres et de fournitures scolaires : respectivement 85,6% et 77,0%.

Les élèves du primaire comme du secondaire, notamment ceux du privé, se plaignent de l'absence ou de l'insuffisance des fournitures scolaires. Ils se plaignent dans les mêmes proportions (environ 15%) de la qualité de l'enseignement. Toutefois, les élèves du secondaire sont deux fois plus nombreux (23,5%) que ceux du primaire (11,4%) à se plaindre du manque d'enseignants. Les élèves du public sont à peine moins nombreux (26,7%) que ceux du privé (28,9%) à formuler cette plainte. Les élèves des autres types d'école non spécifiés mais relevant du public sont les plus nombreux à se plaindre de la qualité de l'enseignement (19,4%) et, surtout, du manque d'enseignants (46,1%).

2.5 RAISONS POUR AVOIR QUITTE L'ECOLE

2.5.1 Généralités

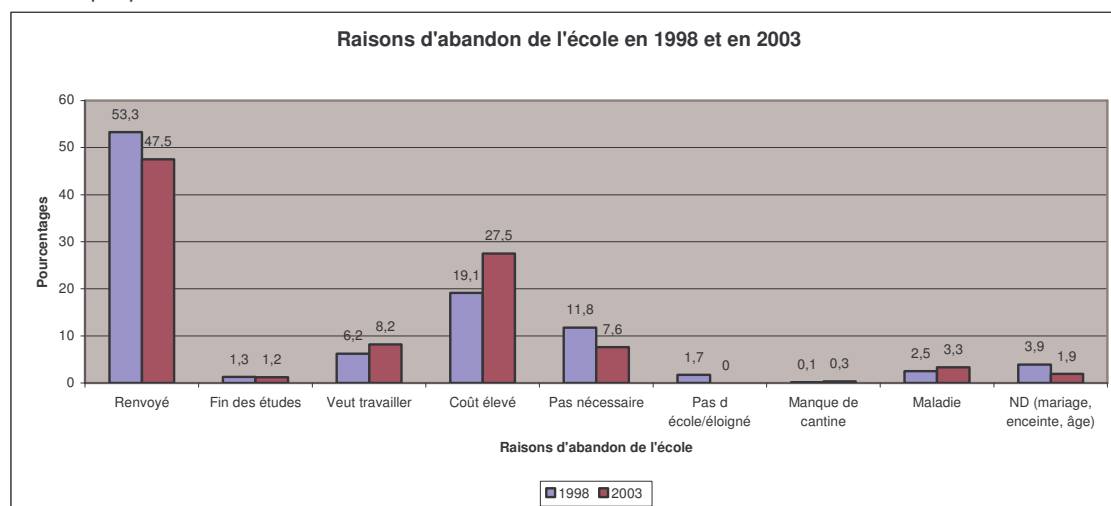
La déscolarisation touche un élève sur cinq (22,1%), plus en milieu rural (23,9%) qu'en milieu urbain (19,2%), beaucoup plus au niveau des enfants d'âge scolaire secondaire (39,9%) que ceux d'âge scolaire primaire (7,0%), mais autant de garçons (22,4%) que de filles (21,6%).

Comme l'indique le tableau 4.5.1 en annexe et le graphique 4.5.1 ci-après, diverses raisons amènent les élèves à abandonner l'école, parmi lesquelles, par ordre décroissant :

1	le renvoi de l'école (47,5%)	6	l'absence ou l'éloignement de l'école (2,7%)
2	le coût élevé des frais de scolarisation (27,5%)	7	le mariage ou le fait d'être enceinte (1,3%)
3	le désir de travailler (8,2%)	8	la fin des études (1,2%)
4	L'inutilité de la scolarisation (7,6%)	9	l'âge (trop jeune ou trop vieux) (0,6%)
5	la maladie (3,3%)	10	l'absence de cantine (0,3%)

	1998	1998	2003
Renvoyé	53,3	52,0	47,5
Fin des études	1,3	2,3	1,2
Veut travailler	6,2	3,1	8,2
Coût élevé	19,1	22,9	27,5
Pas nécessaire	11,8	2,0	7,6
Pas d'école/éloigné	1,7	0,6	2,7
Manque de cantine	0,1	(---)	0,3
Refus des parents	(---)	4,0	(---)
Maladie	2,5	(---)	3,3
ND	3,9	13,1	1,9
(mariage, enceinte)	(---)	(---)	(1,3)
(trop jeune, trop âgé)	(---)	(---)	(0,6)

Graphique 4.5.1 : Raisons d'abandon de l'école en 1998 et en 2003



Il apparaît donc que, aujourd'hui comme en 1998, très peu de ceux qui abandonnent l'école le font au terme normal de leurs études. La majorité le font en raison du renvoi de l'école ou du coût élevé des frais de scolarisation.

L'abandon de l'école pour renvoi a connu une régression de 6 points par rapport à 1998 où cette raison représentait 53,3% des raisons invoquées. Sans doute en raison des mesures administratives limitant les renvois au primaire.

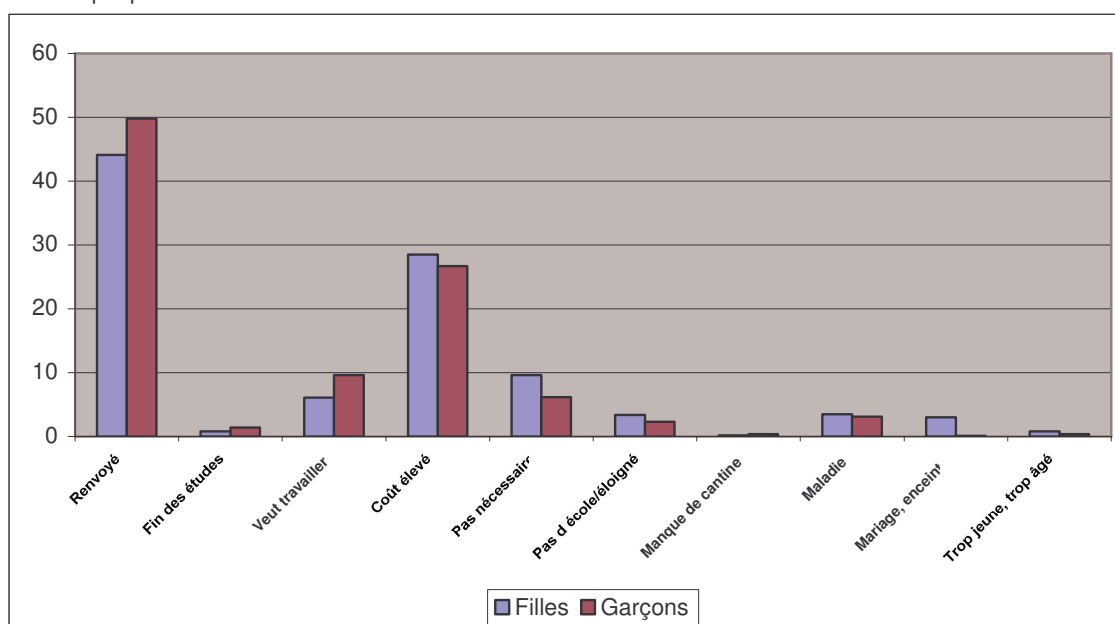
Le coût élevé représente la seconde raison d'abandon et concerne plus d'un quart (27,5%), significativement plus élevé qu'en 1998 (19,1%)

Si la non-nécessité ou non utilité de l'école est moins invoquée dans les raisons d'abandon de l'école en 2003 (7,6%) qu'en 1998 (11,8%), le fait de travailler ou de vouloir travailler est plus invoqué actuellement (8,2%) qu'il y a cinq ans (6,2%). Les raisons de santé, bien que relativement infimes, connaissent une hausse d'environ 1 point par rapport à 1998, passant de 2,5% à 3,3%. Les autres diverses raisons telles que le mariage, la grossesse ou l'âge non réglementaire connaissent une régression, passant de 3,9% en 1998 à 1,9% en 2003, signe sans doute du succès des campagnes de sensibilisation et/ou d'application des textes réglementaires concernant la protection des mineurs et l'âge scolaire.

2.5.2 Déscolarisation et genre

Si la différence dans les taux de déscolarisation des garçons et des filles est infime (1 point de plus pour les garçons), on constate quelques différences dans les raisons (voir graphique).

Graphique 4.5.2 : Raisons d'abandon de l'école en 2003 selon le sexe



Ainsi, le renvoi est relativement plus invoqué chez les garçons (49,5%) que chez les filles (43,8%). De même, le fait ou de désir de travailler est plus invoqué par les garçons (9,6%) que par les filles (6,1%). Par contre, les filles sont relativement un peu nombreuses (28,7%) que les garçons (26,9%) à abandonner l'école pour raison de coût élevé de l'écolage. Elles sont aussi un peu plus nombreuses que les garçons à abandonner l'école pour raison d'absence ou d'éloignement de l'école (3,4% contre 2,3%). Elles sont aussi le groupe quasi exclusif de ceux qui abandonnent pour diverses raisons, notamment pour raisons de mariage, de grossesse ou d'âge.

L'abandon pour raison de santé est cité de façon équivalente chez les filles (3,5%) et les garçons (3,1%)

2.6 SCOLARISATION AU SUPÉRIEUR

Les tableaux 4.6.1 et 4.6.2 indiquent les taux de scolarisation au supérieur selon le milieu et la région de résidence et par sexe.

Le taux de scolarisation au supérieur est actuellement de 2,13%. En 1998, ce taux était de 1,3% et en 1994 de 0,94%. Cela représente un progrès appréciable mais insuffisant pour élever le taux de scolarisation du supérieur au niveau des autres pays africains.

La scolarisation au supérieur touche essentiellement les garçons, le milieu urbain et les catégories sociales les moins pauvres.

Les garçons sont trois fois plus scolarisés au niveau du supérieur que les filles : 3,34% contre 1,15%. Comparé à 1998, le rapport de féminité au supérieur s'est amélioré puisque à cette époque les garçons étaient cinq fois plus scolarisés que les filles : 2,3% contre 0,4%, ce qui, du reste, représentait une certaine régression par rapport à 1994 où le rapport filles/garçons était de 1 à 4.

Le milieu rural a un taux symbolique de 0,3%, la quasi-totalité de la scolarisation au supérieur étant urbaine (8,22%).

Le Centre compte l'essentiel des étudiants (13,92%). Quelques régions affichent des taux symboliques : les Hauts Bassins (0,65%), le Plateau Central (0,45%), l'Est (0,33%), le Centre Ouest (0,17%) et le Centre Nord (0,14%)

Quand on voit le lien entre niveau d'éducation et catégorie sociale, il convient de revoir la stratégie de renforcement des capacités des pauvres par le biais de la seule éducation de base.

CHAPITRE III

CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

La population en âge de travailler est constituée de la population occupée (82,6%), de chômeurs (2,4%) et de 15% de personnes inactives. La population active est celle qui regroupe les personnes occupées et les chômeurs et forment 85% des personnes de 15 ans et plus.

3.1 POPULATION ACTIVE OCCUPEE

Le tableau 6.1 montre que les occupées se répartissent entre les occupés à plein temps (63,4%) et ceux qui sont partiellement occupés (19%). Une personne sur cinq dans la population en âge de travailler c'est à dire les personnes de 15 ans et plus est sous employée.

3.1.1 Le milieu de résidence

En comparant le milieu de résidence urbain et rural, on constate que la population occupée est plus importante en campagne qu'en ville (89,3% contre environ 58% des personnes en âge de travailler). On remarque également que le sous emploi est plus prononcé en campagne que dans les villes (21,4% contre 11,6% de la population en âge de travailler).

3.1.2 La région de résidence

L'examen du tableau montre que les proportions des personnes actives occupées au sein de la population des 15 ans et plus sont relativement élevées au centre sud, au Nord, centre Nord, Cascades avec respectivement 83%, 81%, 76% et 63,7%. Ces proportions sont très faibles principalement au Sud Ouest, au Plateau Central et au Centre. Le sous emploi est très prononcé au Sud Ouest, au plateau central au centre Ouest et à l'est avec respectivement (46,8%, 45,5%, 35% et 30,3%).

3.1.3 Age et sexe des occupés

Dans l'ensemble, selon le sexe, on constate que 88% des hommes sont considérés comme occupés contre une proportion d'environ 80% de femmes. Parmi ces personnes occupées, le sous emploi touche plus les hommes que les femmes (23,1% contre 16%) parmi les personnes en âge de travailler des deux sexes

En introduisant le critère de l'âge, on constate qu'au niveau national, les hommes sont relativement plus occupés que les femmes et la tranche d'âge entre 30-49 ans aussi bien pour les femmes que les hommes est celle pour laquelle l'activité est la plus intense. Cette situation s'amenuise pour les 50-64 ans. Pour les personnes qui ne travaillent pas, on observe que ce sont essentiellement les femmes assez jeunes (15-29 ans) et les vieilles (50-64 ans) qui sont les plus concernées. Environ 54% des femmes de plus de 65 ans ne travaillent pas contre seulement 23% de proportion d'hommes.

Tableau 6.1 - Répartition (en %) de la population par situation par rapport à l'emploi (âge 15 ans et plus)

		Travaille			Ne travaille pas		
	Employé	Sous-empl.	Total	Chômeur	Inactif	Total	Total
Ensemble	63,4	19,3	82,6	2,4	15,0	17,4	100,0
Milieu de résidence							
Rural	68,0	21,4	89,3	0,7	10,0	10,7	100,0
Rural pauvre	70,4	19,0	89,4	0,4	10,2	10,6	100,0
Urbain	46,2	11,6	57,8	8,6	33,6	42,2	100,0
Région de résidence							
Hauts Bassins	62,6	10,4	72,9	5,8	21,2	27,1	100,0
Boucle du Mouhoun	69,9	15,9	85,8	0,0	14,1	14,2	100,0
Sahel	59,2	15,5	74,7	6,0	19,3	25,3	100,0
Est	62,7	30,3	92,9	0,0	7,1	7,1	100,0
Sud Ouest	45,5	46,8	92,3	0,1	7,6	7,7	100,0
Centre Nord	76,4	17,4	93,7	0,3	6,0	6,3	100,0
Centre Ouest	50,5	35,0	85,5	2,0	12,4	14,5	100,0
Plateau Central	44,4	45,5	89,9	0,8	9,3	10,1	100,0
Nord	81,1	8,7	89,8	0,8	9,4	10,2	100,0
Centre Est	73,6	16,9	90,4	0,3	9,3	9,6	100,0
Centre	50,4	10,6	61,0	8,1	30,9	39,0	100,0
Cascades	63,8	3,8	67,6	1,4	31,0	32,4	100,0
Centre Sud	82,8	5,8	88,6	0,0	11,4	11,4	100,0
Sexe et âge							
Homme	64,9	23,1	88,0	2,3	9,7	12,0	100,0
15-29	65,0	17,6	82,6	3,4	14,0	17,4	100,0
30-49	66,2	30,7	96,9	1,7	1,4	3,1	100,0
50-64	65,6	27,0	92,6	1,2	6,2	7,4	100,0
65+	57,9	19,1	77,0	0,1	22,9	23,0	100,0
Femme	62,0	15,9	77,9	2,4	19,7	22,1	100,0
15-29	61,8	13,9	75,7	3,8	20,5	24,3	100,0
30-49	66,6	19,3	85,8	1,4	12,8	14,2	100,0
50-64	60,4	18,6	79,0	0,4	20,6	21,0	100,0
65+	38,3	7,9	46,2	0,1	53,7	53,8	100,0

3.1.4 Statut dans l'emploi des occupés

3.1.4.1 Niveau national

Au Burkina Faso, la structure des statuts des emplois occupés par les actifs est composée comme suit : 57,9% des personnes sont non payées (les aides familiaux), les indépendants, les patrons ou personnes travaillant à leur compte constituent le second groupe par ordre d'importance après les aides familiaux avec 36,5%. Les salariés et les autres personnes travaillant à la tâche constituent les 5,6%.

3.1.4.2 Milieu de résidence

On observe qu'en milieu rural environ 63% sont des aides familiaux et 36% d'indépendants constitués par les paysans qui sont essentiellement des cultivateurs ; la proportion des personnes employées est très faible environ 1% de la population rurale.

Par contre en milieu urbain, la répartition de la population occupée par statut est assez équilibrée : 60% de personnes sont assez également répartis entre les personnes employées et les aides familiaux. Les 40% des actifs occupés restants sont des indépendants ou des patrons. On remarque que les personnes employées à la tâche se rencontrent fréquemment dans les centres urbains.

3.1.4.3 La région de résidence

Le tableau 6.2 montre que les régions qui abritent les grandes villes se démarquent avec des proportions de personnes employées régulièrement assez élevées notamment le Centre, les Hauts Bassins, le Centre Ouest, le Nord et les Cascades respectivement 25,3%, 7,7%, 2,6% et 2,7%.

Les personnes employées à la tâche au niveau des régions sont dans de proportions significatives dans les régions du Centre et du Sahel et très peu présentes dans les autres régions. Les aides familiaux sont largement dans des proportions supérieures à la moyenne nationale (58%) dans au moins sept régions.

Dans les régions du Sahel et du Centre particulièrement la proportion des travailleurs non payés est assez faible par rapport à la moyenne nationale (29,8% et 32%). Les indépendants ou travailleurs pour leur propre compte sont exclusivement assez importants dans le Sahel sans doute du fait que dans cette zone l'élevage vient en tête de toutes les activités économiques.

3.1.4.4 Age et sexe des occupés

Au sein des hommes on constate que près de 57% d'entre eux travaillent pour leur propre compte et 35% d'entre eux sont des travailleurs non payés. Les employés ou salariés représentent environ 8% de la population active masculine. Parmi ces employés moins de 2% font des travaux à la tâche.

Selon l'âge, les employés réguliers de la tranche d'âge de 30-49 ans constituent environ 12% et 77% sont à leur propre compte alors que la structure selon le statut des 15-29 montre que près de 69% des hommes de cet âge sont des aides familiaux ou des travailleurs non payés et 25% sont à leur propre compte. Et très peu sont employés régulièrement ou à la tâche. Enfin les personnes âgées de 50 ans et plus sont presque exclusivement à leur propre compte.

Chez les femmes à tous les niveaux, on observe qu'une majorité d'entre elles est constituée de travailleuses non payées. Comparativement aux hommes, on remarque que les femmes sont rarement à leur propre compte sans doute parce qu'elles constituent des aides familiaux surtout dans le domaine de l'agriculture, les hommes étant considérés comme étant à leur propre compte.

La proportion des femmes à leur compte s'accroît avec l'âge. Après 65 ans, on constate que plus de 30% des femmes sont à leur propre compte.

Tableau 6.2 - Répartition (en %) de la population qui travaille par statut de l'emploi

	Employé régulier	Employé à la tâche	Travailleur non payé	À son compte	Total
Ensemble	4,4	1,2	57,9	36,5	100,0
Milieu de résidence					
Rural	0,9	0,4	62,8	35,9	100,0
Urbain	24,6	5,4	30,0	39,9	100,0
Région de résidence					
Hauts Bassins	7,7	1,3	55,6	35,4	100,0
Boucle du Mouhoun	1,6	0,2	67,0	31,2	100,0
Sahel	1,3	3,2	29,8	65,7	100,0
Est	1,4	0,1	67,2	31,3	100,0
Sud Ouest	1,5	0,4	64,0	34,1	100,0
Centre Nord	1,3	0,2	68,3	30,2	100,0
Centre Ouest	2,6	0,8	49,7	47,0	100,0
Plateau Central	1,0	0,7	68,3	30,1	100,0
Nord	2,7	0,2	60,0	37,1	100,0
Centre Est	2,2	0,6	62,9	34,3	100,0
Centre	25,3	6,7	32,0	36,0	100,0
Cascades	3,1	0,5	56,3	40,0	100,0
Centre Sud	0,2	0,8	62,6	36,4	100,0
Sexe et âge					
Homme	6,5	1,7	35,1	56,6	100,0
15-29	3,9	2,1	68,8	25,3	100,0
30-49	11,6	1,9	9,7	76,9	100,0
50-64	5,0	0,7	2,7	91,6	100,0
65+	0,7	0,6	4,4	94,2	100,0
Femme	2,3	0,6	80,5	16,5	100,0
15-29	1,8	0,6	86,8	10,7	100,0
30-49	3,5	0,6	76,8	19,1	100,0
50-64	1,2	0,7	70,4	27,6	100,0
65+	0,0	0,1	69,5	30,4	100,0

3.1.5 Population occupée par employeur (cf tableau 6.3 en annexe)

3.1.5.1 Niveau national

Le tableau 6.3 montre que pour les deux milieux de résidence, urbain et rural, 2,1% des personnes interrogées ont travaillé pour le gouvernement non compris le para public ; environ 16% ont travaillé dans le secteur privé (formel et informel) et 81,9% dans les unités individuelles et les ménages.

3.1.5.2 Milieu de résidence

On constate qu'en milieu rural la proportion des personnes travaillant pour le compte du gouvernement ou du parapublic est relativement faible moins de 1% , cependant près de 15% des zones rurales travaillent pour le privé et environ 84% de la population travaille dans une entreprise individuelle ou pour un ménage.

En milieu urbain, on observe une variété d'employeurs. Les employeurs dominants demeurent les entreprises individuelles et les ménages avec 68% suivis par les employeurs privés qui concentrent près de 20% des employés et le secteur public emploie environ 13% de personnes interrogées.

3.1.5.3 Région de résidence

Dans les régions, les personnes employées par le gouvernement sont en proportion importante concentrées dans les régions où se trouvent les grands centres urbains notamment Ouagadougou et Bobo - Dioulasso pour les régions du Centre et des Hauts Bassins. Concernant les personnes employées dans le secteur privé, les plus fortes proportions de personnes se rencontrent dans les régions suivantes : le Centre Est, le Nord, L'est, le Centre et la Boucle du Mouhoun. Pour les entreprises individuelles et le travail des ménages les régions du Centre Sud et le Centre Est ont de faibles proportions de personnes y travaillant.

3.1.5.4 Age et sexe des occupés par employeur

On constate que chez les hommes les moins de 30 ans travaillent en majorité dans une entreprise individuelle ou dans un ménage (82%) et environ 16,5% dans le secteur privé. Moins de 2% des personnes ont des employeurs publics.

On remarque que la tranche d'âge 30-49 est dans l'administration publique (6,5%) ce qui est une part importante du salariat et le reste des employeurs est réparti dans le privé et dans les entreprises individuelles et les ménages.

On constate que les hommes de plus de 65 ans travaillent dans le secteur privé et dans les entreprises individuelles et les ménages (83%).

Près de 15% des femmes ont un employeur du privé et 84% dans les entreprises individuelles et les ménages. Très peu de femmes travaille dans l'administration publique (1%). Parmi les femmes qui travaillent dans les administrations publiques la tranche d'âge de 30-49 a la plus forte proportion de personnes employées. Les moins de trente ans tout comme chez les hommes sont employées dans le privé et/ou dans les entreprises individuelles ou dans les ménages.

3.1.6 Branche d'activité des actifs occupés (cf tableau 6.4 en annexe)

5.1.6.1 Niveau national

La répartition de la population active qui travaille par branche d'activité montre qu'au plan national, il y a une diversité de branches qui accueillent les actifs. Les proportions les plus importantes s'observent dans les activités domestiques (6,5%), l'agriculture l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture avec 85% de la population active occupée. L'administration publique, le commerce, les restaurants et les hôtels, le service des transports se partagent le reste de la population active.

3.1.6.2. Milieu de résidence

Les campagnes constituent les lieux privilégiés pour les activités liées à l'agriculture et aux diverses activités domestiques près de 96% des personnes qui y travaillent.

3.1.6.3. Région de résidence

A l'exception des régions du Centre, du Sahel, des Hauts Bassins et des Cascades qui ont des proportions de personnes actives occupées dans l'agriculture dont le niveau est inférieure à la moyenne nationale, les autres régions concentrent plus de 84% de leurs actifs occupés dans l'agriculture. On constate également que le Centre, le Sahel, les Hauts Bassins émergent par les proportions relativement importantes dans le secteur du commerce avec respectivement :28%, 12% et 11%. On note également qu'il existe des activités extractives d'une importance significative au Sahel (5,9%). Les régions du Centre et des Hauts Bassins se caractérisent par la variété des secteurs où travaillent leurs actifs. Cela est dû au fait que ces deux régions sont des pôles économiques à cause de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

3.1.6.4 Age et sexe

Le critère sexe permet de se rendre compte que les hommes et les femmes qui travaillent sont concentrés dans les activités liées à l'agriculture et dans les activités domestiques. On remarque que les femmes sont davantage plus nombreuses à travailler dans les activités domestiques que les hommes.

Dans les activités de fabrication, on observe qu'il y a plus d'hommes que de femmes. Dans certains domaines comme la construction, l'eau et l'électricité, les femmes sont quasi-absentes ce qui explique que ces secteurs soient exclusivement tenus par les hommes.

On remarque que les hommes de plus de 65 ans investissent les branches telles l'agriculture ainsi que la branche construction. Les femmes de plus de 65 ans se retrouvent par ordre d'importance dans l'agriculture et les tâches domestiques.

3.1.7 Branche d'activité et statut dans l'emploi

Les travailleurs non payés ou aides familiaux se rencontrent en grande partie dans l'agriculture, le commerce et les activités de réparations.

Chez les hommes, les aides familiaux se rencontrent par ordre d'importance croissant dans l'agriculture, les activités de fabrication le commerce et réparations ainsi que le transport. Chez les femmes, les aides familiaux se rencontrent presque exclusivement dans l'agriculture et le commerce.

Pour ce qui concerne les personnes qui travaillent pour leur propre compte c'est à dire les patrons et les travailleurs indépendants, on constate que les femmes sont dans le commerce et les hôtels et restaurants et les hommes sont aussi dans le commerce mais opèrent également dans l'agriculture et très peu dans les activités de fabrication.

Tableau 6.5 - Répartition (en %) de la population qui travaille par statut de l'emploi, sexe et branche d'activité

	Employé régulier		Employé à la tâche		Travailleur non payé		À son compte		Ensemble	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Agri.chas.sylv	3,5	1,8	8,7	40,4	91,2	96,4	88,6	56,5	82,6	87,2
pêche,pisci.aqua	0,4	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
Activ.extratives	0,5	0,8	5,6	0,0	0,2	0,1	0,7	1,7	0,6	0,4
Activités de fabr.	6,9	6,0	12,0	23,0	1,9	0,5	1,7	5,8	2,3	1,6
Prod.dist.elec/gaz,,	4,6	1,4	1,1	0,8	0,3	0,0	0,2	0,1	0,5	0,1
Construction	4,6	0,8	22,9	1,7	0,3	0,0	0,8	0,1	1,3	0,1
Com.réparat.art.	9,4	8,6	26,4	17,5	4,3	1,4	6,6	32,6	6,3	6,8
Hôtels restaurant	3,0	3,8	0,9	1,6	0,1	0,1	0,1	1,1	0,3	0,4
Transport activ	8,8	4,7	9,4	0,0	0,5	0,0	0,3	0,1	1,1	0,1
Activités financières	3,8	5,5	0,0	1,7	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3	0,2
Immo.location	1,2	2,2	1,5	0,9	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
Activités admin,/p	21,8	18,8	0,7	0,8	0,2	0,0	0,1	0,0	1,5	0,5
Education	17,6	21,4	0,9	1,5	0,1	0,0	0,1	0,1	1,3	0,5
Santé action sociale	5,4	12,5	0,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,5	0,3
Carac.collec,pers	3,4	2,5	7,2	3,7	0,1	0,0	0,3	0,6	0,5	0,2
Ménages pers,domest	4,1	8,0	1,5	5,6	0,2	1,0	0,1	0,9	0,4	1,2
Orga,extra territoire	0,9	0,9	0,6	0,8	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2

3.1.8 Branche d'activité et employeur

En considérant les personnes qui travaillent selon l'employeur et la branche d'activité, on constate que les personnes qui ont le gouvernement comme employeur travaillent exclusivement dans l'administration publique aussi bien pour les femmes que les hommes.

Par sexe, on remarque que les femmes sont dans l'administration publique, la santé et l'éducation. Les hommes hors-mis quelques-uns qui travaillent pour le gouvernement dans le secteur de l'agriculture, les hommes sont aussi dans l'administration, dans la santé et l'éducation. Le para public comme employeur utilise les hommes dans le secteur de l'administration (21%), de l'eau et l'électricité (17,1%) le transport (12,4) les activités financières, l'administration, la santé et l'action sociale alors que les femmes sont dans l'administration, la santé et l'action sociale.

Le privé utilise les hommes dans diverses branches particulièrement l'agriculture, le commerce, l'industrie et le transport tandis que les femmes se retrouvent dans l'agriculture et le commerce.

Tableau 6.6 - Répartition (en %) de la population qui travaille par employeur, sexe et branche d'activité

	Gouvernement		Para-public		Société privée		Individu/Ménage Privé		Ensemble	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Agri.chas.sylv	1,7	1,1	4,5	0,0	69,8	88,8	88,9	88,4	82,6	87,2
Pêche,pisci.aqua	0,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Activ.extratives	0,7	0,8	0,0	2,3	0,4	0,3	0,6	0,4	0,6	0,4
Activités de fabr.	0,8	1,2	9,1	1,9	5,2	1,9	1,7	1,6	2,3	1,6
Prod.dist.elec/gaz,,	3,0	1,4	17,1	0,0	1,2	0,2	0,2	0,0	0,5	0,1
Construction	0,4	0,4	0,8	0,0	4,2	0,2	0,7	0,0	1,3	0,1
Com.réparat.art.	1,0	0,0	2,2	3,5	9,3	3,9	5,9	7,4	6,3	6,8
Hôtels restaurant	0,3	0,7	0,0	0,0	1,2	1,2	0,1	0,2	0,3	0,4
Transport activ	3,3	2,1	12,4	4,1	3,4	0,5	0,4	0,0	1,1	0,1
Activités financières	3,6	4,2	7,4	25,4	0,6	0,3	0,0	0,0	0,3	0,2
Immo.location	0,3	0,0	0,0	0,0	0,5	0,4	0,2	0,1	0,2	0,1
Activités admin,/p	41,3	28,6	21,0	36,9	0,7	0,3	0,1	0,0	1,5	0,5
Education	34,2	38,0	2,7	7,8	0,9	0,6	0,1	0,0	1,3	0,5
Santé action sociale	7,9	19,3	9,2	8,1	0,5	0,5	0,1	0,0	0,5	0,3
Carac.collec,pers	0,1	1,7	8,5	3,8	1,0	0,3	0,4	0,2	0,5	0,2
Ménages pers,domest	0,2	0,5	2,6	0,0	0,6	0,5	0,4	1,3	0,4	1,2
Orga,extra territoire	0,5	0,0	2,4	6,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2

3.1.9 Occupés par employeur selon le statut

Au niveau national, on constate que les femmes sont majoritairement des aides familiaux (80%) tandis que les hommes sont prioritairement des indépendant et aussi des aides familiaux mais dans des proportions relativement faibles par rapport aux femmes (57% et 35%).

Le gouvernement emploie exclusivement des hommes qui travaillent régulièrement (94%); une faible proportion de personnes employées par le gouvernement sont employées à des travaux bénévoles et quelques-uns sont payés à la tâche. Près de 3% des personnes à leur compte travaillent avec le gouvernement certainement en offrant des services. La structure du statut de l'emploi est la même pour les femmes et les hommes à l'exception du fait que la proportion des femmes qui font un travail non payé pour le gouvernement est relativement plus élevée que les hommes.

Au niveau de l'employeur para-public, l'emploi régulier est quasi-généralisé aussi bien pour les femmes que les hommes. Mais au niveau du para public, on constate que 10% des femmes occupent des emplois à la tâche. Environ 4% de ces femmes font du travail non payé au profit du para public. Contrairement aux femmes, les hommes quant à eux offrent au para public des services à leur propre compte pour 9% d'entre eux. Au niveau du secteur privé, les hommes à 48% travaillent pour leur propre compte et 31% sont des aides familiaux et seulement 15% ont des emplois réguliers.

Contrairement aux hommes, les femmes dans leur écrasante majorité (86%) sont considérées comme des aides familiaux. Quelques-unes qui évoluent dans le privé sont à leur propre compte (8%) et 5% ont une situation d'employée régulière.

Pour les entreprises individuelles et/ou les ménages, principalement les femmes à 80% sont exclusivement des aides familiaux ; alors que les hommes sont en majorité des indépendants et des aides familiaux (61% et 37%).

Tableau 6.7 - Répartition (en %) de la population qui travaille par employeur, sexe et statut de l'emploi

	Gouvernement		Para-public		Société privée		Individu/Ménage Privé		Ensemble	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Employé régulier	94,2	94,6	83,8	85,8	15,0	5,3	0,8	0,3	6,5	2,3
Employé à la tâche	0,8	0,6	1,6	10,0	5,4	0,9	1,0	0,5	1,7	0,6
Travail. non payé	1,6	3,2	5,4	4,2	31,4	86,0	37,4	80,8	35,1	80,5
À son compte	3,3	1,6	9,2	0,0	48,2	7,7	60,8	18,3	56,6	16,5

3.2 CARACTERISTIQUES DU SOUS-EMPLOI

Le sous emploi tel que défini au cours de cette enquête est un phénomène qui contribue à une perte de production du fait de la sous utilisation du capital travail.

3.2.1 Au niveau national

Le sous emploi est beaucoup plus important pour les indépendants et les travailleurs non payés ou aides familiaux dans des proportions assez proches (45% et 51%). On constate que le sous emploi n'existe pratiquement pas dans le cas des personnes employées à la tâche, du fait que ces tâches sont généralement bien ciblées et que les personnes qui sont employées l'exécutent généralement de façon précise. Cependant, on constate également que même dans les emplois réguliers, le sous emploi existe bien qu'à des proportions assez faibles.

3.2.2 Milieu de résidence

On constate que l'ampleur du sous emploi chez les employés réguliers en ville est de 10 fois supérieure à celui de la campagne. Ce phénomène est également observé pour les employés à la tâche des villes dont le sous emploi est de 8 fois supérieur à ceux de la campagne. Pour les travailleurs non payés on observe le phénomène contraire : le sous emploi est plus important en campagne qu'en ville (49% contre 19%). Pour les personnes à leur propre compte le sous emploi en ville est supérieur à celui de la campagne (61% et 50%).

3.2.3 Selon la région de résidence

Le sous emploi dans les emplois réguliers est important dans les régions où se situent les grandes villes, notamment Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Tableau 6.8 - Répartition (en %) de la population sous-employée par statut de l'emploi

	Employé régulier	Employé à la tâche	Travailleur non payé	À son compte	Total
Ensemble	2,3	1,5	44,9	51,4	100,0
Milieu de résidence					
Rural	0,9	0,5	48,6	50,0	100,0
Urbain	11,4	8,3	19,3	61,0	100,0
Région de résidence					
Hauts Bassins	2,6	0,5	48,0	48,9	100,0
Boucle du Mouhoun	1,3	0,0	49,9	48,8	100,0
Sahel	1,8	2,6	9,6	86,0	100,0
Est	1,3	0,1	40,7	57,9	100,0
Sud Ouest	0,5	0,5	63,5	35,6	100,0
Centre Nord	2,0	0,0	55,6	42,3	100,0
Centre Ouest	2,3	1,9	31,2	64,6	100,0
Plateau Central	0,6	0,4	68,5	30,5	100,0
Nord	3,2	0,0	36,2	60,5	100,0
Centre Est	1,2	0,9	45,1	52,9	100,0
Centre	12,9	12,8	16,6	57,7	100,0
Cascades	7,5	1,1	24,4	67,1	100,0
Centre Su	0,0	0,0	23,0	77,0	100,0
Sexe et âge					
Homme	3,0	1,9	24,6	70,5	100,0
15-29	1,7	2,5	57,5	38,3	100,0
30-49	4,8	1,9	7,0	86,3	100,0
50-64	2,1	1,2	2,6	94,2	100,0
65+	0,3	0,3	2,0	97,3	100,0
Femme	1,3	0,9	70,7	27,0	100,0
15-29	1,7	1,1	77,5	19,7	100,0
30-49	1,2	0,6	68,3	29,9	100,0
50-64	0,7	1,8	60,5	37,0	100,0
65+	0,0	0,0	52,2	47,8	100,0

3.2.4 Sous-emploi par employeur

3.2.4.1 Niveau national

Au plan national, le sous emploi est fortement présent dans le privé informel. Compte tenu du caractère organisationnel de ces unités, l'ampleur du phénomène a atteint des proportions inquiétantes, toute chose qui amène à se dire que ce secteur qui contribue énormément à la création réelle de biens doit être appuyé et revu. En effet, près de 94% du sous emploi observé provient de ce secteur. Seulement 5% du sous emploi vient du secteur formelle. Au niveau du secteur formel où l'organisation du travail est rationnel, il faut prendre des mesures pour éradiquer le mal. Près de 1% du sous emploi provient du public.

3.2.4.2 Milieu de résidence

On constate que le phénomène du sous emploi touche à la fois les villes que les campagnes. Le sous emploi est varié dans le milieu urbain, on le rencontre aussi bien dans le privé informel, le privé formel qu'au sein des structures de l'administration publique respectivement 80%, 15,6% et 2,6%. Au niveau du milieu rural le sous emploi est un phénomène présent dans le privé informel avec près de 94% du sous emploi constaté.

3.2.4.3 Régions de résidence

Pour les actifs dont l'employeur est le gouvernement, on constate que c'est dans les régions des Cascades, du Centre et du Centre Nord que le sous emploi de la population active est par ordre d'importance le plus élevé (7,5%). Au niveau du privé formel, la région du Centre Est et du Centre connaissent les sous emplois de leur population active occupée les plus élevés (23% et 21,4%).

Pour le privé informel dont le niveau du sous emploi au niveau national est élevé (94%) seules les régions du Centre Sud, Centre Est du Centre et des Cascades ont des niveaux de sous-emploi inférieurs à la moyenne nationale. Le Plateau Central demeure la région où le sous-emploi dans le privé informel est le plus élevé au Burkina Faso de 99,3%.

Tableau 6.9 - Répartition (en %) de la population sous-employée par employeur

	Gouvernement	Para-Public	Privé Formel	Privé Informel	Total
Ensemble	0,7	0,3	5,3	93,7	100,0
Milieu de résidence					
Rural	0,4	0,1	3,8	95,7	100,0
Urbain	2,6	1,7	15,6	80,1	100,0
Région de résidence					
Hauts Bassins	0,9	0,5	1,1	97,5	100,0
Boucle du Mouhoun	0,4	0,3	2,0	97,4	100,0
Sahel	0,2	0,2	2,0	97,5	100,0
Est	0,2	0,5	1,7	97,5	100,0
Sud Ouest	0,0	0,0	1,5	98,5	100,0
Centre Nord	1,5	0,2	0,3	98,0	100,0
Centre Ouest	1,0	0,3	1,4	97,2	100,0
Plateau Central	0,4	0,0	0,3	99,3	100,0
Nord	0,6	0,0	5,6	93,7	100,0
Centre Est	0,7	0,0	23,0	76,3	100,0
Centre	1,8	1,6	21,4	75,2	100,0
Cascades	7,5	1,1	0,0	91,4	100,0
Centre Sud	0,0	0,0	77,8	22,2	100,0
Sexe et âge					
Homme	1,0	0,4	6,2	92,4	100,0
15-29	0,4	0,1	5,8	93,6	100,0
30-49	1,7	0,7	6,9	90,7	100,0
50-64	0,7	0,3	5,5	93,5	100,0
65+	0,0	0,0	5,3	94,7	100,0
Femme	0,3	0,2	4,1	95,3	100,0
15-29	0,2	0,2	2,8	96,8	100,0
30-49	0,5	0,4	5,1	94,1	100,0
50-64	0,6	0,0	4,7	94,8	100,0
65+	0,0	0,0	6,2	93,8	100,0

3.2.5 Sous emploi par branche d'activité (cf tableau 6.10 en annexe)

En examinant le sous emploi dans les branches d'activité, on constate qu'au niveau national le sous emploi se rencontre en général dans l'agriculture, la chasse, la pêche (86%) il y a également dans la branche commerce et activités de réparation (8%).

3.2.5.1 Milieu de résidence

On constate qu'en milieu rural, le sous emploi est essentiellement lié aux travaux agricoles avec 93,4% du sous emploi en campagne. Le sous emploi dans le commerce en milieu rural est relativement faible.

Le sous emploi urbain est environ de trois fois inférieur à celui du milieu rural. On rencontre également en milieu urbain le sous emploi dans diverses branches telles les activités de fabrication (8%), le commerce et les activités de réparation (38,7%) et un peu dans la construction.

3.2.5.2 Région de résidence

En observant le sous emploi selon la région de résidence, on constate que sept (7) des treize (13) régions ont des proportions de personnes sous employées supérieures à la moyenne nationale qui est de 85,7%

3.2.5.3 Age des personnes sous employées par branche d'activité

Au niveau de l'agriculture et de l'élevage, on constate qu'à tous les âges le sous emploi est relativement élevé. Cependant, il est très élevé au fur et à mesure que l'âge avance. Ce phénomène est plus prononcé au niveau des hommes que chez les femmes. Au niveau de la branche commerce, les femmes de 30-49 ans et celles de plus de 65 ans sont les plus touchées par le sous emploi.

3.3 CARACTERISTIQUES DU CHOMAGE

3.3.1 Au niveau national

Le taux de chômage est estimé à 2,4%. Ce niveau comparé à ceux observés en 1994 et en 1998 (respectivement 2,54 ; 2,50) montre que le phénomène est resté stable.

Tableau : évolution du chômage de 1994 à 2003

Milieu de résidence	1994	1998	2003
Urbain	15,58	15,3	8,6
Rural	0,80	0,5	0,7
National	2,58	2,50	2,40

3.3.2 Milieu de résidence

En considérant le milieu de résidence, on remarque que les niveaux du chômage observés sont relativement plus élevés en ville (8,6%) qu'en campagne (0,7%). Ces résultats confirment bien que le chômage demeure un phénomène urbain .

3.3.3 Chômage dans les régions

Le chômage connaît de l'ampleur dans les régions du Centre qui abrite Ouagadougou la capitale et dont le poids économique est cause d'un chômage endémique, la région des Hauts-Bassins, le Centre Ouest, la Boucle du Mouhoun et les Cascades (respectivement 8%,5,8%, 6%, 2% et 1,4%).

3.4 PERSONNES INACTIVES

3.4.1 Niveau national

Les personnes inactives sont constituées par les élèves et étudiants, les personnes au foyer, les retraités, les rentiers et autres inactifs non classés ailleurs. Au niveau national, cette couche de la population représente 15% des personnes en âge de travailler.

3.4.2 Milieu de résidence

Par milieu de résidence, les personnes de plus de 15 ans ne travaillant pas constituent une faible partie de la population rurale (10,7%) alors que dans le milieu urbain, environ 1 personne sur 3 ne travaillent pas et ne sont pas non plus au chômage: cette frange de personnes est constituée d'élèves et étudiants, de retraités et/ou rentiers, de personnes exclusivement au foyer, des indigents et autres inactifs.

3.4.3 La région de résidence

L'inactivité de population est également assez élevée dans les principales régions citées qui concentrent les plus grandes villes à savoir le Centre, les Hauts Bassins.

3.5 POPULATION ECONOMIQUEMENT INACTIVE (cf tableau 6.12)

La population économiquement inactive est constituée de personnes au foyer (37%), les élèves et étudiants (30%), les autres inactifs (26,6%) les retraités/rentiers (7,4%) les chômeurs (7,4%) et les personnes se retrouvant dans une situation d'inactivité saisonnière (2,4%).

3.5.1 Au niveau national

Les personnes au foyer (37%), élèves et étudiants (30%), les chômeurs (et autres inactifs (20%) constituent les statuts les plus importants de la population économiquement inactive des personnes de 15 ans et plus.

3.5.2 Milieu de résidence

En milieu rural, les personnes au foyer (41%), les autres inactifs (32%) constituent les principaux statuts d'inactivité. Les élèves et étudiants représentent également 18% des inactifs. En ville, ce sont les élèves et les étudiants qui constituent le premier statut d'inactivité suivi des personnes au foyer.

3.5.3 Région de résidence

Deux statuts d'inactivité sont courants dans les régions Il s'agit des personnes au foyer et les étudiants et élèves. Le Centre, le Centre Ouest, le Plateau Central et le Sud Ouest ont les proportions d'élèves et d'étudiants les plus élevées de toutes les régions. Pour les personnes au foyer, les plus importantes proportions se rencontrent dans les régions du Sahel (63%), de la Boucle du Mouhoun (44%), des Cascades (60%), et du centre sud (61%).

3.5.4 Sexe et âge des personnes économiquement inactives

On constate que les femmes sont exclusivement considérées comme des personnes au foyer. La moitié (52%) d'entre elles représente des femmes au foyer, seulement une proportion assez négligeable de 3% des hommes sont des personnes au foyer. On constate aussi que la proportion des femmes autres inactives est beaucoup plus élevée (72%) que celle de hommes (21%). En observant le critère âge, la proportion des femmes au foyer s'accroît au fur et à mesure que l'âge augmente. Ce qui veut dire que lorsque les femmes vieillissent, elles abandonnent leurs activités économiques pour se consacrer à leur foyer, particulièrement pour s'occuper des enfants. Les hommes comme les femmes sont élèves étudiants particulièrement entre l'âge de 15 et 29 ans

CHAPITRE IV

SANTE ET **N**UTRITION

Dans ce chapitre, certains aspects de santé et nutrition sont analysés en s'appuyant sur les variables prises en compte dans le Questionnaire des Indicateurs de Base de Bien-être (QUIBB). Le principe a consisté à mettre en évidence les aspects importants positifs et inquiétants, en désagrégeant par milieu de résidence, sexe, région, groupe socio-économique. Dans la mesure du possible, la dynamique est montrée à travers une comparaison avec les résultats des Enquêtes Prioritaires I (1994) et II (1998).

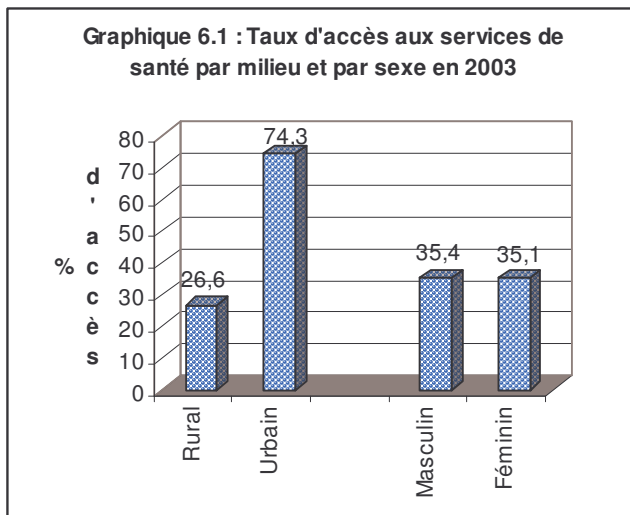
4.1 LA SANTE

4.1.1 L'accès aux services de santé

Un individu est considéré comme ayant accès aux services de santé s'il appartient à un ménage situé à moins de 30 minutes d'un établissement de santé. Il s'agit d'un accès physique (quel que soit le moyen de locomotion utilisé) qui traduit l'effort global cumulé d'accroître l'offre des services de santé. Les taux d'accès sont donnés au tableau 4.1 en annexe.

Pour l'ensemble du pays, 35,3% de la population ont accès aux services de santé c'est-à-dire situés à moins de 30 minutes d'un établissement de santé.

On observe une disparité ville-campagne importante dans la répartition de l'offre des services de santé. L'accès aux services de santé est 2,8 fois élevé en zone urbaine (74,3%) qu'en zone rurale (26,6%). Tout naturellement, l'accès aux services sanitaires est le même entre les hommes (35,4%) et les femmes (35,1%).



Au niveau des groupes socio-économiques (GSE), les agriculteurs constituent le groupe le moins touché par l'offre des services sanitaires (26,7% de taux d'accès). Suivent dans l'ordre d'accès croissant les « sans emploi » (56,9%), le « secteur privé informel » (59,1%), les « autres indépendants » (67,3%), le « secteur privé formel » (72,0%), les « autres » (73,3%), le « secteur public » (81,6%).

La région ayant le moins accès aux services de santé est le Sud-Ouest (5,3%). En dehors de ce cas extrême du Sud-Ouest, les taux d'accès varient dans les autres régions de 20,9%

(région des Cascades) à 79,3% (région du Centre).

Par groupe d'âge, les taux d'accès aux services de santé ne diffèrent pas de plus de 8 points, c'est-à-dire du plus faible (31,6%) chez les 0-4 ans au taux le plus élevé (39,6%) chez les 20-29 ans.

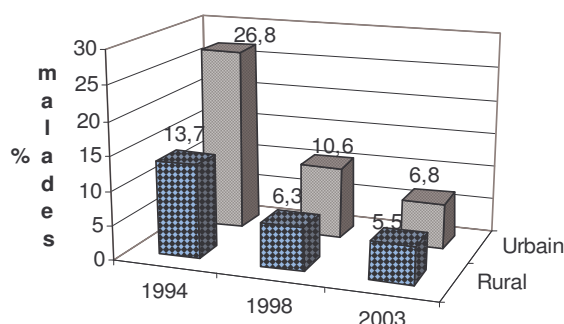
4.1.2 Morbidité

Le taux de morbidité mesure le pourcentage des personnes qui ont été malades ou blessées au cours des 15 derniers jours précédant l'interview de l'enquête. Les taux de morbidité (besoin) sont donnés au tableau 4.1 en annexe.

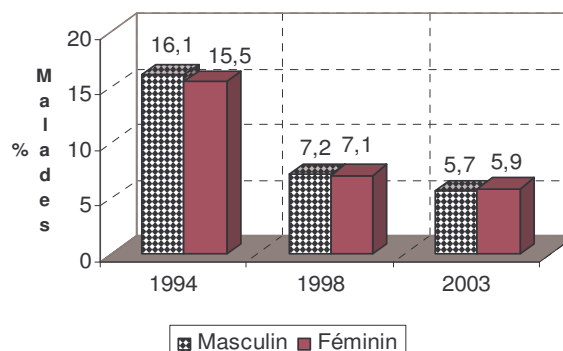
Pour l'ensemble du pays, la morbidité est de 5,8% pour 2003 contre 7,1% en 1998 et 15,8% pour 1994. La morbidité a donc baissé de 18,3% par rapport à 1998 et de 63,3% par rapport à 1994.

En 2003, la morbidité a été de 5,5% en milieu rural et 6,8% en milieu urbain. Cette morbidité a connu une baisse régulière de 1994 à 2003, passant de 13,7% en 1994, 6,3% en 1998 à 5,5% en milieu rural et de 26,8 en 1994, 10,6% en 1998 à 6,8% en 2003 en milieu urbain (Graphique 6.2).

Graphique 6.2 : Morbidité par milieu de résidence entre 1994 et 2003



Graphique 6.3 : Morbidité selon le sexe entre 1994 et 2003



Il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes en terme de morbidité. La morbidité en 2003 est de 5,9% chez les femmes et 5,7% chez les hommes. On note une baisse par rapport à 1994 et 1998 (Graphique 6.3). En effet, la morbidité était de 15,5% chez les femmes et 16,1% chez les hommes en 1994, puis de 7,1% et 7,2% respectivement chez les femmes et les hommes en 1998.

La morbidité frappe la composante « autre GSE » (24,3%) comparativement aux reste des GSE dont les taux varient de 5,4% chez les agriculteurs à 7,8% pour les membres des ménages relevant du secteur public et du privé formel.

Au niveau régional, la morbidité la plus faible est observée dans les Cascades (3,9%) et la plus élevée dans le Plateau Central (8,3%).

Les tranches d'âge les plus morbides sont les « 60 ans et plus » (10,5%), les 0-4 ans (9%) tandis que les moins malades sont les 15-19 ans (3,1%) et les 10-14 ans (2,6%).

Les personnes tombées malades ont surtout souffert de fièvre et/ou de paludisme (46,4%), notamment les enfants de 0-4 ans. Cette même tranche d'âge a souffert de maladies diarrhéiques (29,7% chez les garçons et 34,7% chez les filles (Cf. tableau 4.4) en annexe.

4.1.3 Consultations - Satisfaction

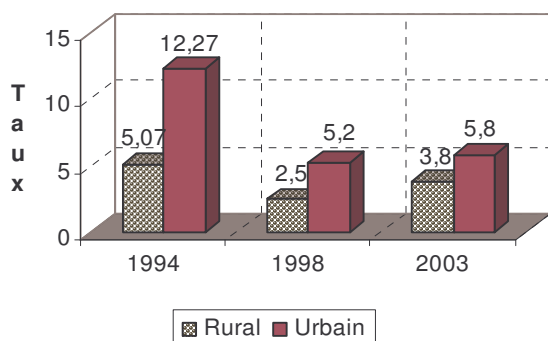
4.1.3.1 Le taux de consultation

Le taux de consultation traduit le niveau d'utilisation des services de santé. Il est obtenu en calculant le pourcentage des personnes qui ont consulté un praticien de la santé au cours des 15 derniers jours précédant l'interview de l'enquête. Les taux de consultation (utilisation) sont donnés au tableau 4.1 en annexe.

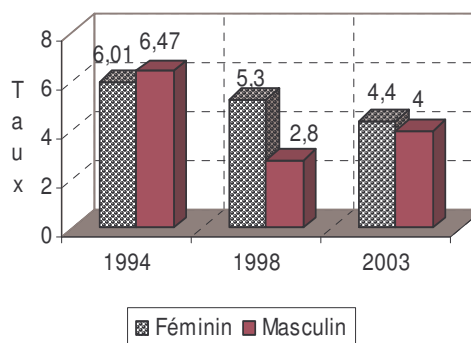
Au total, 4,2% des burkinabé ont consulté un praticien de santé en 2003. Ce taux était de 6,23% en 1994 et 2,9% en 1998. On note donc une fluctuation inter annuelle qui peut être liée aux périodes d'enquête et à la saisonnalité de certaines maladies justifiant les consultations.

Le taux de consultation est de 1,5 fois plus élevé en milieu urbain (5,8%) qu'en milieu rural (3,8%). En 1994, ce taux était de 12,3% en milieu urbain et 5,1% en milieu rural. En 1998, les taux étaient de 5,2% en milieu urbain et 2,5% en milieu rural (Graphique 6.4).

Graphique 6.4 : Taux de consultations selon le milieu entre 1994 et 2003



Graphique 6.5 : Taux de consultations selon le sexe entre 1994 et 2003



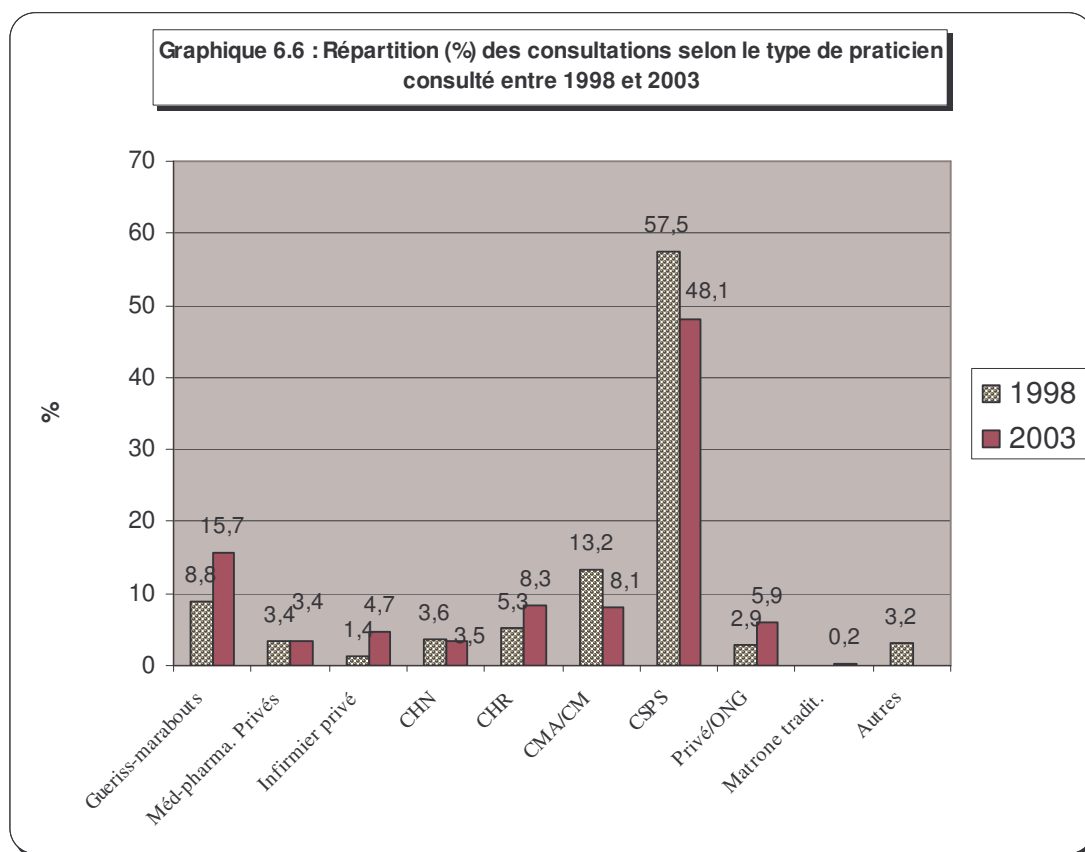
En 2003 comme en 1994, il n'y a pas de différence notable entre les hommes et les femmes. En 2003, le taux de consultation des femmes était de 4,4% contre 4% pour les hommes. En 1994, 6,47% des hommes ont consulté contre 6,01% pour les femmes. En 1998, le taux de consultation des femmes était 1,9 fois plus élevé (5,3%) que celui des hommes (2,8%). Les fluctuations interannuelles des consultations sont assez fortes.

Les GSE qui consultent le plus sont le « secteur privé formel » (7,3%) et le secteur « public » (7%). Ceux qui consultent moins sont les agriculteurs (3,7%).

Les tranches d'âge qui consultent le plus sont les 0-4 ans (7,2%) et les « 60 ans et plus » (6,5%), tandis que celles qui consultent le moins sont les 10-14 ans (1,4%) et les 15-19 ans (2,0%). Par rapport aux résultats de la section précédente, on remarque que les tranches d'âge qui consultent plus sont les plus malades et celles consultant le moins sont les moins malades, ce qui montre la cohérence des résultats.

4.1.3.2 Les types de praticiens consultés

Dans l'ensemble, les burkinabé consultent par ordre décroissant : les CSPS (48,1%), les guérisseurs et marabouts (15,7%), les CHR (8,3%), les CMA/CM (8,1%), les ONG (5,9%), les infirmiers privés (4,7%), le CHN (3,5%), les médecins et pharmaciens privés (3,4%), les matrones traditionnelles (0,2%).



Par rapport à 1998, les consultations ont augmenté chez les guérisseurs-marabouts, les infirmiers privés, les CHR, les privés et ONG. En revanche les consultations ont baissé au niveau des CMA/CM et dans les CSPS (Graphique 6.6).

En milieu rural les consultations se concentrent dans les centres et chez les praticiens les plus proches notamment les CSPS (56,9%) et les guérisseurs- marabouts (18,7%). En zone urbaine les CSPS sont les plus utilisés mais les autres structures sanitaires notamment modernes sont également sollicitées.

Dans toutes les régions, les CSPS sont les structures les plus utilisées (18,9 à 67%). Les guérisseurs et marabouts sont plus consultés dans la Boucle du Mouhoun (25,5%), le Centre Sud (23,6%), le Sud Ouest (21,8%), le Centre Est (20,6%). En revanche, ils sont moins consultés au Centre (6,7%), au Cascades (8,7%) et au Nord (7,9%). C'est dans la région du Centre que les structures privées sont les plus sollicitées.

Au niveau des GSE, les CSPS arrivent en tête dans les choix de consultations (22,8% dans le secteur public à 58,2% chez les agriculteurs). En deuxième choix, on note une disparité entre les GSE : les guérisseurs et marabouts chez les agriculteurs, les CMA/CM chez les « publics », les médecins et pharmaciens privés chez les « privés formels », les CHR chez les « privés informels », les « autres indépendants » et les « sans emploi ».

4.1.3.3 Le degré de satisfaction et les raisons de mécontentement

Pour l'ensemble du pays, 78,7% des personnes ayant consulté un praticien de santé se disent satisfaits des services reçus. La satisfaction est plus élevée en milieu rural (79,7%) qu'en milieu urbain (75,9%). Les femmes sont un peu plus satisfaites (79,7%) que les hommes (77,6%).

Au niveau des régions économiques, la moins satisfaite des services sanitaires est le Centre Ouest (60,3%) tandis que la plus satisfaite est la région de l'Est (89,6%).

En ce qui concerne les GSE, la composante « autre » est complètement insatisfaite des services sanitaires. Parmi les autres composantes des GSE, le « secteur privé informel » est le moins satisfait (70,4%) alors le « secteur public » se montre le plus satisfait (86,2%). Les détails sur le niveau de satisfaction sont donnés au tableau 4.1 en annexe.

Le tableau 4.2 en annexe donne le taux de mécontents et les raisons de mécontentements. En général, 21,2% des usagers des services sanitaires sont mécontents des prestations. Pour l'ensemble du pays, les raisons de mécontentement sont : le coût élevé (53,8%), la longue attente (25,1%), l'inefficacité du traitement (19,1%), l'absence de médicaments (17,7%), les problèmes de personnel et d'hygiène (5%).

En milieu rural comme en milieu urbain, les mécontentements sont dans plus de la moitié des cas dus au coût élevé (51,4% en zone urbaine et 54,7% en zone rurale). Dans les deux milieux, la deuxième raison d'insatisfaction est la « longue attente » (31,9% en zone urbaine et 22,4% en zone rurale).

En désagrégeant par sexe, la première raison de mécontentement est le « coût élevé » (56,2% chez les hommes, 51,4% chez les femmes). La deuxième raison est la « longue attente » (23,6% chez les hommes, 26,6% chez les femmes).

Dans les GSE, la première raison de mécontentement est le « coût élevé » sauf dans la composante « autre GSE ». Pour la deuxième raison, on a la « longue attente » pour les secteurs public, privé formel, les agriculteurs, les autres indépendants, le « manque de médicaments » pour le secteur privé informel, « l'inefficacité du traitement » pour les sans emploi.

Dans les régions économiques, le coût élevé est la première raison de mécontentement sauf au Plateau Central et dans les Cascades où on a respectivement la « longue attente » (55,8%) et le « manque de médicaments » (42,8%). Au niveau de la deuxième raison, il y a une dispersion des régions entre « la longue attente » (Hauts Bassins, Centre Ouest, Centre), « le coût élevé » (Plateau Central, Cascades), le « manque de médicaments » (Est, Sud Ouest, Nord), « l'inefficacité du traitement » (Boucle du Mouhoun, Sahel, Centre Nord, Centre Est).

En examinant les raisons de mécontentement par type de praticien, on retrouve le « coût élevé » sauf pour les guérisseurs traditionnels ou c'est « l'inefficacité du traitement » qui est mise en cause. Au niveau des praticiens des établissements publics de santé, c'est surtout la « longue attente » qui est déplorée après le coût. Chez les médecins et pharmaciens privés la deuxième raison de mécontentement est « l'inefficacité du traitement ».

4.1.3.4 Raisons de non consultation

La raison de non consultation a été demandée à ceux qui n'ont pas consulté. La raison majeure de non consultation est « l'absence de besoin de consulter » pour 94,5% des cas pour l'ensemble du pays, 94,4% en milieu rural, 94,9% en milieu urbain, 94,6% chez les hommes, 94,4% chez les femmes, 87,6 à 99,5% dans les régions, 54 à 96,9% dans les GSE.

Pour ceux qui ont eu besoin de consulter et qui y ont renoncé, c'est d'abord le coût élevé puis l'éloignement qui ont été les raisons ; et ce pour les différents milieux et les différentes régions. Les détails sur les raisons de non-consultation sont donnés au tableau 4.3 en annexe.

4.1.4 Santé maternelle

Trois indicateurs de santé maternelle seront considérés : (1) la prévalence des soins prénataux chez les femmes de 13-49 ans ayant eu une naissance vivante au cours de l'année précédant l'enquête, (2) le lieu de naissance pendant les cinq dernières années précédant l'enquête, (3) les types de personnes ayant assisté l'accouchement.

4.1.4.1 Les soins prénataux

Les résultats concernant les soins prénataux sont donnés dans le tableau 4.6 en annexe.

Pour l'ensemble du pays, 73,3% des femmes ayant eu une naissance vivante au cours de l'année précédant l'enquête ont bénéficié des soins prénataux. Ce taux est plus élevé en milieu urbain (87,4%) qu'en milieu rural (71,1%).

Les GSE les moins favorisés sont les femmes des agriculteurs (71,3%), celles des sans emplois (72,2%). Le groupe le plus favorisé est celui des femmes du secteur privé formel pour lequel 92,1% des femmes ayant eu une naissance vivante ont bénéficié de soins prénataux.

La région la moins touchée par les soins prénataux est l'Est avec un taux de 55,3%. Les autres régions ayant un taux inférieur à la moyenne nationale (73,3%) sont le Sahel (56,5%), le Sud Ouest (63,3%), le Nord (64%), la Boucle du Mouhoun (69,1%), le Centre (71,1%). Le Plateau Central et les Hauts Bassins avec des taux respectifs de 87,3% et 85,6% sont les régions les plus favorisées.

4.1.4.2 Les lieux de naissance

Pour l'ensemble du pays, 56,8% des naissances des 5 dernières années précédant l'enquête se sont passées à la maison, contre 43% à l'hôpital/maternité. La prépondérance des naissances à domicile provient du milieu rural dont 64% des naissances ont lieu à la maison alors que 90,8% des naissances urbaines se produisent à l'hôpital/maternité.

Dans les GSE, c'est chez les agriculteurs que la majorité des naissances se passe à domicile (63,3%). Dans les autres GSE, au moins 59,9% des naissances surviennent en milieu médical.

Au niveau régional, les naissances en milieu médical se produisent surtout au Centre (85,8%), les Hauts Bassins (57,3%). Les naissances à domicile surviennent principalement au Sahel (82,5%), le Sud Ouest (77,8%), l'Est (68,6%), le Nord (63,8%), la Boucle du Mouhoun (61,6%).

Les résultats détaillés sur les lieux de naissances sont donnés au tableau 4.7 en annexe.

4.1.4.3 Types d'assistance lors des accouchements

Pour l'ensemble du pays, par ordre d'importance décroissante, les naissances des 5 dernières années précédant l'enquête sont assistées par les accoucheuses traditionnelles (51,9%), les sages-femmes (32,4%), les infirmières (10,9%), d'autres personnes (3,8%) et enfin les docteurs (0,9%). L'assistance des naissances par les accoucheuses traditionnelles se fait principalement en milieu rural (58,8%) alors que 80,1% des naissances urbaines sont assistées par des sages-femmes.

Dans les GSE, c'est chez les agriculteurs que la majorité des naissances (57,8%) est assistée par les accoucheuses traditionnelles. Dans les autres GSE, au moins 51,3% des naissances sont assistées par des sages-femmes ou des infirmières.

Au niveau régional, l'assistance médicale des naissances est prépondérante surtout au Centre et dans les Hauts Bassins. Les régions à fortes naissances à domicile sont également les régions à forte assistance par des accoucheuses traditionnelles. Ce sont principalement le Sud Ouest (76,8%), le Sahel (76,0%), le Centre Nord (64,1%), l'Est (62,8%), le Nord (60,9%), la Boucle du Mouhoun (58,9%).

Les résultats détaillés sur les personnes ayant assisté aux naissances sont donnés au tableau 4.8 en annexe.

4.2 LA NUTRITION

Les indicateurs de nutrition seront appréciés à partir des mesures anthropométriques effectuées sur les enfants de 0 à 4 ans. Les trois indicateurs suivants seront examinés : (1) le retard de croissance, (2) l'émaciation, (3) l'insuffisance pondérale. Les résultats détaillés figurent au tableau 5.1 en annexe. Le graphique 6.7 présente les niveaux global, urbain et rural des trois indicateurs.

4.2.1 Le retard de croissance

A l'échelle du pays, le retard de croissance touche 44,5% des enfants de 0 à 4 ans. Ce taux est plus faible en zone urbaine (29,7%) qu'en zone rurale (46,8%).

Les agriculteurs constituent le GSE pour lequel les enfants sont les plus touchés par le retard de croissance (46,2%), suivis de ceux du secteur privé informel (39,9%), des sans emplois (39,3%), les autres indépendants (39%), le secteur public (31,1%), le secteur privé formel (29,6%).

Les régions les plus affectées par le retard de croissance sont : l'Est (59,9%), le Plateau Central (52,2%), le Centre Sud (50,6%), le Sahel (50%). Les régions les moins affectées par le retard de croissance sont : le Centre (31,7%), les Hauts Bassins (38,8%). Les garçons sont légèrement plus affectés (46,8%) que les filles (42,8%).

4.2.2 L'émaciation des enfants

Au niveau global, 19% des enfants de 0 à 4 ans sont émaciés. Ce taux est légèrement plus faible en zone urbaine (18,7%) qu'en zone rurale (19,1%).

Les agriculteurs constituent le GSE le plus touché par l'émaciation des enfants (19,2%), suivis des autres indépendants (18,7%), des sans emplois (18,6%), du secteur public (17,5%), du secteur privé formel (17,1%), du secteur privé informel (16,7%). La composante « autres GSE » n'a pas été considérée dans le classement car ce groupe est numériquement marginal.

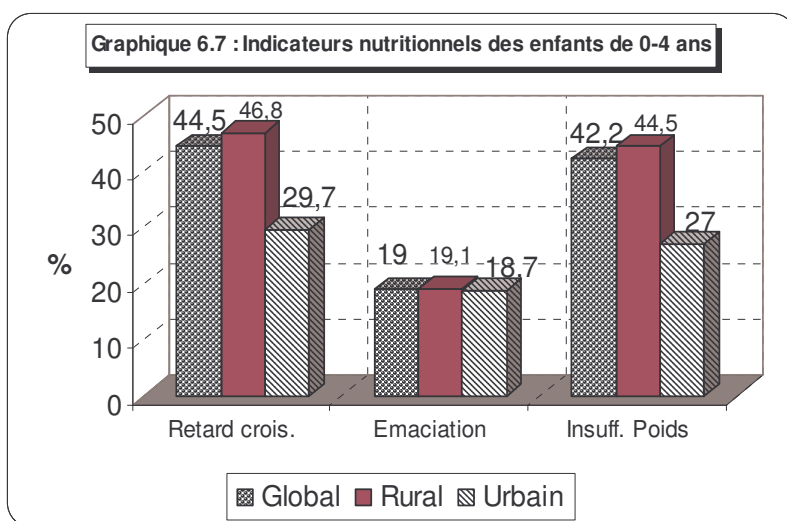
Les régions les plus affectées par l'émaciation des enfants sont : le Centre Est (30,9%), l'Est (25,2%), le Nord (22,1%), le Centre (21,8%). Les régions les moins affectées par l'émaciation des enfants sont : le Sud Ouest (10,4%), le Plateau Central (14,1%), les Cascades (14,2%). Les garçons sont légèrement plus affectés (19,8%) que les filles (18,2%).

4.2.3 L'insuffisance pondérale

A l'échelle du pays, l'insuffisance pondérale touche 42,2% des enfants de 0 à 4 ans. Ce taux est plus faible en zone urbaine (27,0%) qu'en zone rurale (44,5%).

Les enfants des agriculteurs sont les plus touchés par l'insuffisance pondérale (44,1%), suivis de ceux des autres indépendants (36,2%), de ceux des sans emplois (35,4%), de ceux du secteur privé informel (34,6%), de ceux du secteur privé formel (26,4%), de ceux du secteur public (22,5%). Comme souligné dans la section précédente, la composante « autres GSE », numériquement marginal n'a pas été considérée dans le classement.

Les régions les plus affectées par l'insuffisance pondérale des enfants sont : l'Est (56,1%), le Centre Est (52,2%), le Plateau Central (47%), le Sahel (45,7%), le Centre Sud (45,5%). Les régions les moins affectées par l'insuffisance pondérale sont : le Centre (31,9%), le Sud Ouest (34,4%), les Cascades (34,8%), les Hauts Bassins (36,4%).



Les garçons sont légèrement plus affectés (43,4%) que les filles (41,0%).

CHAPITRE V

A VOIRS DU MENAGE

Les avoirs du ménage qui sont considérés ici sont des biens en état de marche, appartenant de plein droit et exclusivement au ménage. Ces biens ne sont qu'un échantillon indicatif du patrimoine du ménage. Certains sont utilisés dans les activités de production, d'autres dans les travaux domestiques, et d'autres dans les loisirs ou encore dans la satisfaction de bien d'autres besoins du ménage. D'où le rôle indiscutable que ces avoirs peuvent jouer dans la qualité des conditions de vie des ménages.

Dans un premier temps, nous tenterons de ressortir dans une présentation générale, la situation d'ensemble des avoirs des ménages burkinabé en 2003 et l'évolution de ces avoirs par rapport à 1998. Dans un deuxième temps, nous ferons une présentation des avoirs par rapport à quelques caractéristiques du ménage.

5.1 PRESENTATION GENERALE

5.1.1 Nature des avoirs des ménages

De l'examen du tableau 7.2, il ressort que dans le domaine foncier, la très large majorité (soit 85,2%) des ménages possèdent une maison et 89% disposent d'une terre. Seulement 59,6% des logements sont équipés de lit ou de matelas.

Pour ce qui est du bétail, 70% des ménages en possèdent du gros ou du petit. Cependant moins de la moitié (soit 49%) possèdent du gros bétail et plus de la moitié (63%) possèdent du petit.

Pour leur déplacement, 79,7% des ménages disposent d'un vélo. La mobylette ou la moto ne se rencontre que dans 23% des ménages. Quant à la voiture, seulement 2,3% des ménages en possèdent.

Pour s'informer, les ménages dans leur majorité (à 67,7%) ont acquis un poste radio. La télévision reste au service de quelques ménages privilégiés qui ne constituent que 10% de l'ensemble.

Le frigidaire, la cuisinière moderne, le fer à repasser sont des biens ménagers à la portée d'une faible minorité : moins de 10% des ménages possèdent chacun de ses biens.

La charrue ou la charrette, les animaux de trait sont des moyens de production disponibles chez respectivement 35,8% et 42,7% des ménages .

5.1.2 Evolution des avoirs des ménages

Le tableau 7.1 nous permet de comparer la situation des avoirs des ménages de 1998 à celle de 2003. L'on peut constater une très faible évolution entre les deux années.

Au niveau du logement et de la terre, on retient que plus de ménages possèdent la terre en 2003 ; cependant la proportion de ménages disposant de maison a légèrement reculé.

Au niveau des moyens de déplacement, en 2003, plus de ménages possèdent une bicyclette (79,7% contre 72,4% en 1998) tandis que moins de ménages possèdent une mobylette ou une moto (23% en 2003 contre 24,2% en 1998). Le pourcentage de ménages possédant une voiture étant resté pratiquement inchangé.

Pour ce qui concerne les équipements ménagers, la cuisinière moderne et le fer à repasser sont de moins en moins possédés par les ménages tandis que le frigidaire a renforcé sa présence dans les ménages burkinabé (4,2% en 2003 contre 3,6% en 1998).

Quant à la radio et à la télévision, l'on constate que ces deux moyens d'information sont de plus en plus possédés par les ménages ; on relève en effet que le taux de possession est passé de 7,4% à 10% pour la télévision et de 53,1% à 67,7% pour la radio.

Tableau 7.1: Pourcentage de ménages par bien possédé en 1998 et 2003

Avoirs du ménage	Année	
	1998	2003
Maison	85,5	85,2
- Immeuble	0,1	0,1
- Villa	2,0	1,7
- Autre type	87,7	88,7
Terres	77,2	89,0
vélo	72,4	79,7
Mobylette	24,2	23,0
Voiture	2,2	2,3
Radio	53,1	67,7
Poste téléviseur	7,4	10,0
Frigidaire	3,6	4,2
Cuisinière moderne	7,7	7,3
Fer à repasser	10,4	8,0
Machine à coudre	3,6	2,8
Animaux de trait	25,4	42,7

5.2 CARACTERISTIQUES DU MENAGE ET AVOIRS

5.2.1 Avoirs selon le milieu de résidence

La structure du patrimoine du ménage change quand on passe du milieu rural au milieu urbain. Le tableau 7.2 donne le pourcentage de ménages par bien possédé selon le milieu.

Il ressort qu'au niveau de l'habitat, la très large majorité des ménages ruraux (92,1%) sont propriétaires alors que plus de 40% de ménages urbains vivent dans des maisons qui ne sont pas leur propriété. Cependant le logement en milieu rural est essentiellement de type traditionnel ou semi-traditionnel alors que l'on recense quelques villas (8,2%) et immeubles (0,2%) en zone urbaine.

Pour leur déplacement, 83% des ménages ruraux disposent d'une bicyclette, 15,9% d'une mobylette et la voiture y est pratiquement inexistante. En zone urbaine cependant, même si la bicyclette y est majoritairement possédée (65,9%), plus de la moitié disposent de leur propre mobylette et près de 10% de leur propre voiture.

Pour avoir accès à l'information, plus de la moitié des ménages ruraux ont un poste radio. Moins de 3% des ruraux ont accès à la télévision contrairement aux urbains dont 40% en disposent.

Enfin, le téléphone, le frigidaire, la cuisinière moderne et le fer à repasser constituent l'apanage des urbains tandis que la charrue et les animaux de trait, utilisés dans les activités agricoles restent le monopôle des ruraux.

Tableau 7.2: Pourcentage de ménages par bien possédé selon le milieu de résidence

Avoirs du ménage	Milieu		Ensemble
	Rural	Urbain	
Toute maison	92,1	59,1	85,2
- Immeuble	0,0	0,2	0,1
- Villa	0,2	8,2	1,7
- Autre type	94,2	63,8	88,7
Terres	95,0	66,1	89,0
Tout bétail	51,0	8,7	42,2
- Petit bétail	23,6	10,1	20,8
- Gros bétail	7,7	3,9	6,9
Bicyclette	83,3	65,9	79,7
Mobylette	15,9	50,3	23,0
Voiture	0,5	9,3	2,3
Radio	62,6	86,8	67,7
Poste téléviseur	2,1	39,8	10,0
Téléphone	0,8	23,1	4,9
Frigidaire	0,5	18,0	4,2
Cuisinière moderne	1,9	28,2	7,3
Fer à repasser	4,7	20,7	8,0
Machine à coudre	1,9	6,6	2,8
Matelas / Lit	52,0	88,5	59,6
Charrue / charrette	41,8	13,0	35,8
Animaux de trait	49,6	11,9	42,7

5.2.2 Avoirs et région de résidence

Il ressort de l'examen du tableau 7.3 que des disparités existent entre les régions. Les régions du Centre et des Hauts Bassins s'illustrent plus dans la possession de villa, de mobylette, de voiture, de poste téléviseur, de téléphone et du matériel ménager moderne par rapport aux autres régions. Ils se distinguent moins au niveau du bétail et du matériel agricole. La présence des grandes villes que sont Ouagadougou et Bobo-Dioulasso dans ces deux régions pourrait être l'explication de leur situation.

Le Sahel et le Centre-Nord dominant dans la possession du bétail. La Boucle du Mouhoun, le Plateau Central et la région des Cascades sont en tête pour ce qui est des équipements agricoles (Charrue, charrette et animaux de trait).

Tableau 7.3 :Pourcentage de ménages par bien possédé selon la région de résidence

Avoirs du ménage	Région de résidence													Ensemble
	Hauts Bassins	Boucle du Mouhoun	Sahel	Est	Sud Ouest	Centre Nord	Centre Ouest	Plateau Central	Nord	Centre Est	Centre	Cascades	Centre Sud	
Toute maison	73,5	93,3	84,6	90,8	91,8	92,3	80,7	89,3	88,5	93,3	64,8	90,6	95,7	85,2
- Immeuble	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
- Villa	3,9	0,6	0,0	0,1	0,5	0,3	0,3	1,5	0,1	0,4	9,2	0,3	0,0	1,7
- Autre type	77,3	95,5	87,1	92,2	94,8	94,1	85,5	93,2	92,4	94,7	70,0	93,8	97,0	88,7
Terres	81,6	90,3	95,7	93,7	92,5	95,4	92,1	96,2	87,3	93,8	69,9	89,5	96,8	89,0
Tout bétail	32,4	47,1	72,6	54,5	26,1	60,7	26,8	56,8	36,2	47,4	9,9	50,1	54,2	42,2
- Petit bétail	7,8	15,7	9,3	26,5	44,9	23,4	39,5	19,0	30,0	22,9	8,5	18,2	19,3	20,8
- Gros bétail	12,2	13,5	5,5	6,0	2,5	3,8	4,0	7,5	4,0	5,7	3,5	9,8	11,7	6,9
Bicyclette	74,6	89,9	60,2	86,7	73,9	84,9	80,0	86,5	80,1	82,8	73,4	90,8	78,7	79,7
Mobylette	39,6	20,3	7,7	11,7	9,3	14,7	22,0	19,0	19,6	11,9	54,2	41,0	6,9	23,0
Voiture	3,4	0,7	0,4	0,9	0,7	0,8	1,5	0,7	0,3	1,2	12,2	1,1	0,2	2,3
Radio	84,7	68,7	45,8	52,4	48,0	66,0	69,9	68,7	72,8	57,6	87,9	77,2	57,8	67,7
Poste téléviseur	18,9	7,7	1,4	3,1	2,4	4,2	5,2	2,0	5,8	6,8	39,7	5,1	1,3	10,0
Téléphone	6,8	2,0	0,7	1,7	1,1	1,6	3,1	0,3	1,0	2,8	26,8	3,2	1,5	4,9
Frigidaire	7,3	1,3	0,7	1,7	0,5	1,3	2,5	1,2	1,3	2,8	19,7	2,3	0,0	4,2
Cuisinière moderne	12,3	3,7	1,0	3,1	3,4	4,1	5,0	3,2	2,7	4,2	30,8	4,0	0,3	7,3
Fer à repasser	9,9	6,1	3,7	4,4	2,8	6,8	9,7	5,2	7,2	6,9	20,1	5,9	5,4	8,0
Machine à coudre	3,7	3,2	2,2	0,7	1,4	0,7	5,3	2,4	2,5	2,7	5,7	1,9	1,0	2,8
Matelas / Lit	78,3	65,2	53,3	67,4	34,5	40,2	49,8	60,8	61,4	47,8	88,5	55,2	26,1	59,6
Charrue / charrette	36,8	56,3	26,1	43,4	9,6	27,4	30,8	51,3	27,3	47,9	17,2	46,8	56,6	35,8
Animaux de trait	45,9	63,2	30,4	47,2	17,0	34,6	41,4	58,5	40,2	49,0	15,2	56,2	55,9	42,7

5.2.3 Avoirs et taille du ménage

Le tableau 4 donnant le pourcentage de ménages par bien possédé selon la taille du ménage révèle que de façon générale, plus la taille du ménage augmente, plus le pourcentage de ménages possédant chaque type de bien augmente.

En ce qui concerne le logement, la chance de posséder autre type de maison croît jusqu'à la taille de 7 personnes et plus tandis que pour l'immeuble et la villa, la chance de posséder ce type de maison diminue pour les ménages de plus de 6 personnes. Cette dernière observation est valable pour le frigidaire, le fer à repasser et le téléphone.

Tableau 7.4: Pourcentage de ménages par bien possédé selon la taille du ménage

Avoirs du ménage	Taille du ménage				Ensemble
	1-2	3-4	5-6	7 et plus	
Toute maison	65,6	78,0	87,7	94,2	85,2
- Immeuble	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
- Villa	0,5	1,2	2,0	1,7	1,7
- Autre type	69,2	77,0	85,7	93,1	88,7
Terres	73,2	85,7	90,9	94,8	89,0
Tout bétail	22,0	34,9	40,1	54,1	42,2
- Petit bétail	17,4	21,2	23,1	20,2	20,8
- Gros bétail	6,9	6,2	6,5	7,5	6,9
Bicyclette	54,4	72,5	81,1	91,1	79,7
Mobylette	17,8	19,7	22,1	27,2	23,0
Voiture	1,3	1,9	2,7	2,7	2,3
Radio	61,3	63,9	66,4	72,6	67,7
Poste téléviseur	10,6	9,9	11,4	9,0	10,0
Téléphone	4,6	5,7	5,7	4,4	4,9
Frigidaire	3,0	4,8	5,1	3,6	4,2
Cuisinière moderne	13,9	8,6	7,7	4,3	7,3
Fer à repasser	9,0	7,9	8,6	7,5	8,0
Machine à coudre	1,8	2,3	2,8	3,5	2,8
Matelas / Lit	57,5	56,5	59,5	62,1	59,6
Charrue / charrette	13,8	24,1	33,5	51,1	35,8
Animaux de trait	16,6	24,2	32,2	51,2	42,7

5.2.4 Avoirs et groupe socio-économique du chef de ménage

Les disparités entre les groupes socio-économiques semblent importantes au vu du contenu du tableau 5. Les ménages dont le chef est du secteur public sont les plus nantis dans la possession de logement de qualité : 15,2% disposent d'une villa et 0,3% d'un immeuble. Ils sont suivis par ceux dont le chef appartient au secteur privé formel dont 7,1% possèdent une villa. Les moins nantis dans ce domaine sont les ménages dont le chef est agriculteur indépendant (dont 0,1% seulement possède une villa) et ceux du groupe autre qui ne disposent ni de villa, ni d'immeuble.

En ce qui concerne les moyens de déplacement, les chefs de ménage du secteur public devancent de loin les autres groupes par la qualité des moyens possédés. En effet 85,6% disposent de mobylette et 17,7% disposent de voiture. La bicyclette est le moyen dominant dans les autres groupes.

Par rapport aux moyens d'information (poste radio, poste téléviseur) et au matériel ménager (fridaire, cuisinière moderne, fer à repasser, téléphone) les GSE agriculteurs indépendants et privé informel sont les moins équipés; ceux du public et du privé formel en sont les mieux équipés.

Quand on considère le matériel de production agricole (charrue, animaux de trait), les ménages des agriculteurs indépendants en raison de ce que ce matériel correspond à leur activité en sont les plus nantis. Ils sont suivis par le groupe des sans emploi et celui du privé informel.

Tableau 7.5: Pourcentage de ménages par bien possédé selon le GSE du CM

Avoirs du ménage	Groupe socio-économique du CM							Ensemble
	Public	Privé formel	Privé informel	Agriculteur. Indép.	Autre indép.	Sans emploi	Autre	
Toute maison	38,0	44,4	58,8	94,1	64,9	78,5	52,9	85,2
- Immeuble	0,3	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,0	0,1
- Villa	15,2	7,1	4,6	0,1	5,1	6,0	0,0	1,7
- Autre type	34,5	51,7	67,2	95,3	69,4	81,5	75,3	88,7
Terres	53,0	52,6	69,7	96,8	70,2	78,2	49,0	89,0
Tout bétail	4,3	4,4	23,0	51,8	17,6	21,1	0,0	42,2
- Petit bétail	9,9	3,2	9,4	24,1	12,9	15,4	0,0	20,8
- Gros bétail	3,0	1,7	4,2	7,9	4,2	5,3	0,0	6,9
Bicyclette	60,9	58,8	64,8	85,4	66,2	63,1	66,4	79,7
Mobylette	85,6	49,9	25,0	14,5	41,3	32,8	51,0	23,0
Voiture	17,7	8,3	3,5	0,4	6,2	3,8	0,0	2,3
Radio	95,0	87,0	66,3	63,5	80,0	68,9	85,2	67,7
Poste téléviseur	69,6	36,3	16,3	1,6	26,5	21,7	32,3	10,0
Téléphone	41,4	24,7	9,6	0,6	17,5	11,9	18,4	4,9
Frididaire	35,1	17,0	6,4	0,2	10,8	9,0	32,3	4,2
Cuisinière moderne	62,6	35,9	11,8	0,7	14,1	14,9	32,3	7,3
Fer à repasser	44,4	20,8	10,9	3,8	14,6	11,3	66,4	8,0
Machine à coudre	7,3	6,1	4,0	1,9	6,6	3,7	0,0	2,8
Matelas / Lit	97,2	89,4	70,9	51,8	82,5	69,6	85,2	59,6
Charrue / charrette	7,5	3,8	14,2	43,3	15,1	21,8	0,0	35,8
Animaux de trait	5,0	6,0	20,2	50,3	13,7	22,7	0,0	42,7

5.2.5 Avoirs et sexe du chef de ménage

Le tableau 6 nous donne le pourcentage de ménages par bien possédé selon le sexe. Il ressort qu'au niveau du logement la proportion de ménages dirigés par des femmes possédant une maison est faible par rapport à celui des ménages dirigés par des hommes (73,1% pour les femmes contre 86,3% pour les hommes). Cette observation est valable pour ce qui concerne le bétail (8,2% contre 45,2%), les moyens de déplacement, la radio (44% contre 69,8%) et les équipements agricoles.

Les moyens possédés par les femmes se distinguent de ceux des hommes par la qualité du logement et la possession du matériel ménager, du téléphone et du téléviseur. En effet 3,6% des CM féminins disposent de villa contre seulement 1,5% pour les CM masculins ; 14,2% de CM féminins possèdent un poste téléviseur, 9,1% le téléphone, 7,6% un frigidaire et 11,9% une cuisinière moderne. Ces proportions sont respectivement de 9,6%, 4,6%, 3,9% et 6,9% pour les CM masculins.

Tableau 7.6: Pourcentage de ménages par bien possédé selon le sexe de CM

Avoirs du ménage	Sexe du CM		Ensemble
	Masculin	Féminin	
Toute maison	86,3	73,1	85,2
- Immeuble	0,1	0,0	0,1
- Villa	1,5	3,6	1,7
- Autre type	89,5	74,8	88,7
Terres	89,8	79,7	89,0
Tout bétail	45,2	8,2	42,2
- Petit bétail	20,5	23,4	20,8
- Gros bétail	7,2	3,3	6,9
Bicyclette	83,6	36,2	79,7
Mobylette	23,6	16,9	23,0
Voiture	2,4	1,8	2,3
Radio	69,8	44,0	67,7
Poste téléviseur	9,6	14,2	10,0
Téléphone	4,6	9,1	4,9
Frigidaire	3,9	7,6	4,2
Cuisinière moderne	6,9	11,9	7,3
Fer à repasser	8,2	6,3	8,0
Machine à coudre	2,9	2,7	2,8
Matelas / Lit	60,7	47,1	59,6
Charrue / charrette	38,2	9,2	35,8
Animaux de trait	44,4	11,5	42,7

CHAPITRE VII

HABITAT, LOGEMENT ET ASSAINISSEMENT

6.1 HABITAT

L'habitat est l'aire dans laquelle vit une population. Il englobe les habitations ou logements des ménages et l'aménagement de cet espace vital. (rapport d'analyse Enquête prioritaire 2, page 87).

L'habitat est étudié ici selon un certain nombre de caractéristiques qui déterminent la qualité et la sécurité du logement en même qu'elles donnent des informations sur les conditions de vie des ménages. L'étude s'intéresse particulièrement aux caractéristiques suivantes :

- Statut d'occupation du logement ;
- Nature des matériaux du toit et des murs du logement ;
- Sources d'approvisionnement en eau et d'énergie domestique ;
- Assainissement (types des lieux d'aisance).

6.1.1 Statut d'occupation du logement.

Pour tout ménage, avoir son propre toit est une préoccupation majeure. Le tableau 2.6 en annexe montre que la majorité des ménages Burkinabé, (85,2%) sont propriétaires de leur logement (cf. graphique 8.1). Cependant, ce pourcentage est en légère baisse par rapport à 1994 (EP1) qui était de 86% et 1998 (EP2) qui était de 85,5% . Par contre, la proportion des ménages ruraux possédant leur propre logement en 2003 est de 92,1% contre 91% en 1994.

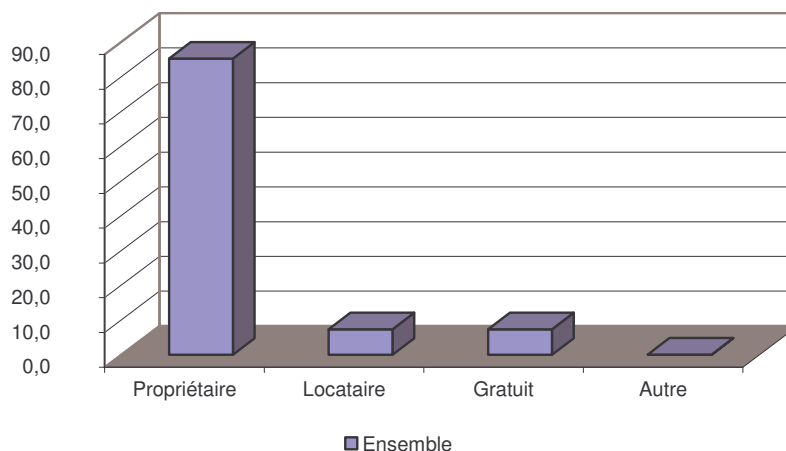
Le plus grand nombre des ménages en location se rencontre en zone urbaine : 29,1% contre 1,6% en zone rurale. L'accès au logement se pose donc avec plus d'acuité en milieu urbain. Ceci s'expliquerait par le fait qu'en milieu urbain, il existe un certain nombre de contraintes liées à l'acquisition du logement.

En considérant la répartition par région, les proportions des ménages propriétaires de leur logement varient de 64,4% dans le Centre à 95,7% dans le Centre Sud.

Si l'on considère l'appartenance des chefs de ménage aux groupes socio-économiques, c'est dans le privé formel et informel que l'on rencontre la plus forte proportion des logés gratuitement : 39,8%.

Même si 73,1% des chefs de ménage de sexe féminin sont propriétaires de logement, ils sont, (ménages avec chef de sexe féminin) 15,2% à être en location contre 6,6% pour les hommes ; les ménages avec femmes comme chefs sont 11,6% à être logés gratuitement contre 7% pour les hommes.

Graphique 8.1: Répartition (en%) des ménages selon le statut d'occupation du logement



6.1.2 Nature des matériaux du logement.

Cette partie se rapporte aux matériaux utilisés pour construire le logement du ménage. On entend ici par logement le bâtiment principal du ménage ou celui désigné comme tel.

La qualité et la sécurité du logement dépendant en grande partie des matériaux utilisés pour le construire, les indicateurs sur les matériaux du logement jouent un rôle important sur les conditions de vie des ménages.

6.1.2.1 Matériaux du toit.

Pour l'ensemble du pays, la tôle, paille/bois et la terre avec respectivement 41,1%, 30,2% et 27,8% des ménages qui les utilisent comme matériaux pour le toit sont les matériaux les plus utilisés.

Cependant, la répartition des logements des ménages selon le matériau du toit connaît une forte variation selon le milieu de résidence, la région et le groupe socio-économique. En effet les données du tableau 2.7 en annexe donnent : 37,6% en milieu rural contre 2,1% en milieu urbain pour la paille/bois. En revanche, 89,6% des ménages urbains possèdent des logements dont le toit est en tôle métal contre 28,4% pour les ménages ruraux. Ce phénomène s'atténue quand on considère la taille du ménage et le sexe du chef de ménage. Leurs proportions varient pour la paille/bois de 27,0% à 30,9% ; pour la tôle métal de 40,0% à 46,7% et pour la terre de 25,6% à 29,2%.

La répartition des proportions par sexe du chef de ménage donne les variations suivantes : pour paille/bois de 21,8% à 30,9% ; pour tôle métal de 40,1% à 53,0% ; pour terre de 23,5% à 28,2%.

En considérant la région, les proportions des toits en paille/bois varient de 78,8% dans l'Est à 4,6% dans la Boucle du Mouhoun. Pour le toit en tôle métal, ces proportions vont de 92,2% dans le Centre à 2,9% seulement dans le Sahel.

6.1.2.2 Matériau des murs

L'examen du tableau 2.7 en annexe montre que la majorité des ménages a des logements dont les murs sont en terre : 83,0% pour l'ensemble des ménages, avec toutefois un écart important entre les ménages ruraux (92,0%) et les ménages urbains (49,0%). Le ciment est peu utilisé dans la construction des habitations par l'ensemble des ménages : 11,4% ; il est essentiellement utilisé par les ménages urbains : 45,2% contre 2,6% des ménages ruraux.

Le Sahel est la région qui a la plus faible proportion des murs en ciment (0,5%) contre 47,6% dans le Centre. Selon l'appartenance du chef de ménages à un groupe socio-économique, les agriculteurs et les indépendants ont la plus faible proportion des ménages ayant les murs en ciment (1,8%).

6.1.3 Eau et Assainissement, source d'énergie domestique

Cette partie traite des sources d'approvisionnement en eau et en énergie domestique, de l'assainissement compris sous l'angle des types des lieux d'aisance. Leur présence ou absence dans le ménage, leur qualité, la façon dont ils sont utilisés donnent une indication sur la qualité du cadre de vie des ménages.

6.1.3.1 Source d'approvisionnement en eau

Les différentes sources d'approvisionnement en eau sont : le robinet intérieur individuel ou partagé, la fontaine publique, le forage, le puits busé, le puits ordinaire, la rivière ou le cours d'eau.

D'après les données du tableau 2.8 en annexe, 54,4% des ménages utilisent l'eau des forages et des fontaines contre 6,1% pour l'eau des robinets qui, du reste, se rencontre essentiellement en milieu urbain : 28,2% contre seulement 0,3% en milieu rural..

La région de la Boucle du Mouhoun a la plus forte proportion des ménages qui utilisent l'eau des puits ordinaires, rivières et cours d'eau avec 66,1% contre seulement 1,8% des ménages de la région du Centre .

Les proportions des ménages qui utilisent les forages et les fontaines comme source d'approvisionnement en eau varient peu selon le groupe socio-économique,

6.1.3.2 Assainissement (Type de toilette)

En matière de lieu d'aisance, 64,3% de l'ensemble des ménages font leurs besoins dans la nature. Ce pourcentage est en baisse par rapport à 1998 (EP2) qui était de 68,0% .

Selon le milieu de résidence, 85,7% des ménages urbains utilisent les latrines améliorés ou non améliorés pour faire leurs besoins (cf. tableau 8.3 en annexe). Ce pourcentage est en augmentation par rapport à 1998 (EP2) qui était de 78,1%.

Dans les régions, à l'exception des Hauts Bassins et le Centre, la grande majorité des ménages font leurs besoins dans la nature ; les proportions varient de 11,5% dans le Centre à 86,4% dans l'Est. Il faut signaler que la faible proportion du Centre (11,5%) est due à l'influence de Ouagadougou où la grande majorité des ménages utilisent les latrines.

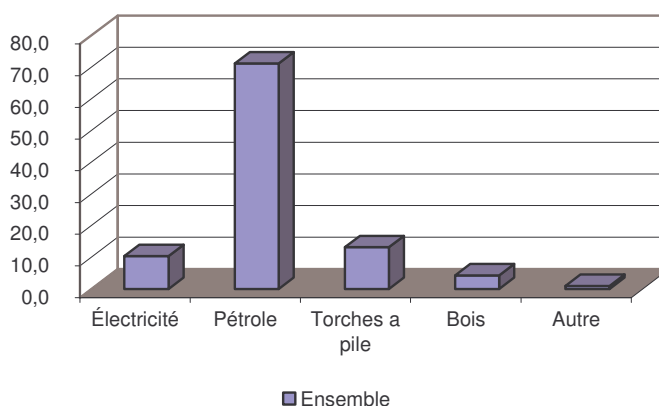
En ce qui concerne les groupes socio-économiques, les ménages dont les chefs sont issus des secteurs public, privé formel et privé informel utilisent les latrines. Par contre les agriculteurs indépendants, autres indépendants et les sans emploi ont recours à la nature pour faire leurs besoins

6.1.3.3 Source d'énergie pour l'éclairage

Avec 71,2% de l'ensemble des ménages qui utilisent le pétrole lampant pour s'éclairer, contre 10,4% qui utilisent l'électricité et 13,2 % les torches à pile, le pétrole est la principale source d'énergie pour l'éclairage des ménages. Des 10,4% des ménages qui utilisent l'électricité, seulement 1,1% sont issus des ménages ruraux contre 45,7% issus des ménages urbains, (cf. tableau 2.9) en annexe, ce qui amène à dire que l'électricité est l'apanage des citadins. (cf. graphique 8.3).

Par rapport aux données de l'Enquête Prioritaire¹ (EP1) de 1994, la proportion des ménages qui utilisent le pétrole comme source d'énergie pour l'éclairage a augmenté de 2,5%, passant de 68,7% en 1994 à 71,2% en 2003.

Graphique 8. 2 : Répartition (en %) des ménages selon la source d'énergie pour l'éclairage



En considérant les régions, le pétrole, reste toujours de loin la source d'énergie la plus utilisée par les ménages pour s'éclairer. Mais, on remarque des proportions assez élevées des ménages des régions du Sahel (40,4%), du Nord (32,3%) et de l'Est (31,6%) qui utilisent les lampes torche à pile.

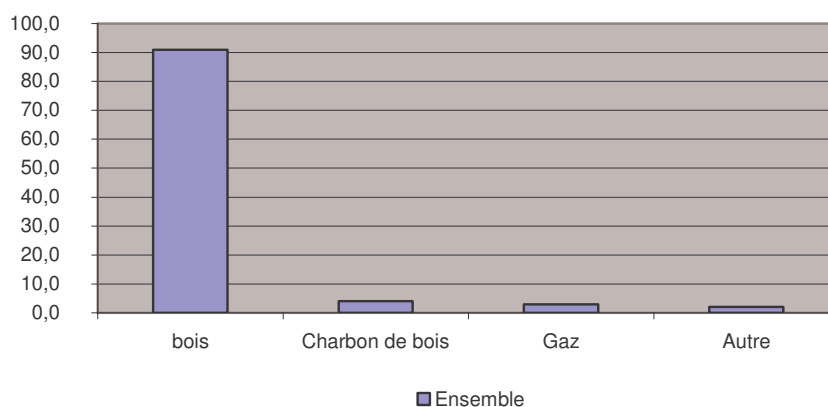
Selon l'appartenance du chef de ménage à un groupe socio-économique donné, seulement 1,0% des ménages des agriculteurs indépendants disposent de l'électricité contre 64,4% pour ceux du secteur public et 44,1% pour ceux du privé formel (cf. tableau 2.9) en annexe.

6.1.3.4 Source d'énergie pour la cuisine.

Avec 91,0% de l'ensemble des ménages utilisant le bois pour la cuisine comme l'atteste le tableau 2.9 en annexe et qu'illustre le graphique 8.2 ci-dessous, le bois est de loin la source d'énergie la plus utilisée pour la cuisson des aliments. Si on ajoute à ce pourcentage, la part du charbon de bois qui est de 4,0%, on atteint 95% des ménages qui utilisent le bois ou des produits dérivés du bois. Ceci n'est pas sans poser des problèmes environnementaux.

Par ailleurs, cette proportion s'est accrue de 3% par rapport à 1994 (EP1) qui était de 88% et, de 3,6% par rapport à 1998 (EP2) qui était de 87,4%. Cependant, l'on remarque une légère baisse de la proportion des ménages urbains : 72,8% en 2003 contre 77,% en 1994. Ce qui permet de penser que l'augmentation de 3% est le résultat de la consommation des ménages ruraux.

Graphique 8.3 : Répartition (en %) des ménages selon le combustible utilisé pour la cuisine



CHAPITRE VI

IMPACT DE LA CRISE IVOIRIENNE SUR LES MENAGES

Depuis septembre 2002 la crise ivoirienne a eu des conséquences diverses sur les économies de la sous région en général et sur celle du Burkina en particulier. Le Burkina est tributaire de la Côte d'Ivoire parce que disposant d'un grand contingent de ses ressortissants dans ce pays¹. Une étude sur l'impact de la crise sur les entreprises a été faite par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). Beaucoup d'entreprises et d'opérateurs économiques Burkinabé portent les séquelles de cette crise. Les conséquences humanitaires de cette crise ont même amené le gouvernement à initier une opération dénommée opération «Bayiri » pour rapatrier ceux qui le souhaitent. Par la suite, ces personnes ont été acheminées vers leur région d'origine.

Quel est l'impact d'une telle situation sur la vie des ménages Burkinabé qui accueillent les rapatriés ? Pour répondre à cette interrogation, l'EBCVM a intégré un module sur l'impact de la crise ivoirienne sur les ménages. Le questionnaire permet :

- de faire l'état des membres du ménage ayant résidé en Côte d'Ivoire au cours des 12 derniers mois;
- d'évaluer les besoins vitaux de ces rapatriés;
- de mesurer l'impact économique sur le ménage ;
- de voir les stratégies envisagées par le ménage pour palier aux difficultés économiques.

Les tableaux en annexe (9.1 à 9.21) récapitulent les principaux résultats de ce module spécifique.

La notion de rapatrié dont il est question ici fait référence aux personnes ayant résidé en Côte d'Ivoire les 12 derniers mois précédant l'enquête.

7.1 CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION

Le pourcentage de ménages ayant eu un ou plusieurs résidents en Côte d'Ivoire les 12 derniers mois est de 3%². Les hommes représentent 54,5% des rapatriés contre 45,5% pour les femmes. Si l'on considère la répartition par région, le plus fort taux revient au Centre Ouest où 6,8% des enquêtés ont eu au moins un résident en Côte d'Ivoire les 12 derniers mois. Viennent par ordre d'importance les régions des Hauts Bassins, du Centre Est et des Cascades avec des taux allant de 3% à plus de 4%.

En considérant uniquement la population de ceux qui ont résidé en Côte d'Ivoire les 12 derniers mois, 82% réside en milieu rural. Par groupes d'âge c'est la tranche d'âge 20-39 ans avec presque 50% des migrants qui est concernée, sans doute parce qu'elle constitue la tranche des bras valides par excellence. Ils sont suivis des enfants de 0-4 ans avec 16% des migrants, ceux de 5-9 ans avec 15% et les 10-14 ans à hauteur de 9%. C'est dire que près de 90% de la population ayant résidé en Côte d'Ivoire est très jeune (âge allant de 0 à 39 ans).

¹ On estime à plus de 3 millions le nombre de Burkinabé vivant en Côte d'Ivoire

² Le fait que 3% « seulement » de la population accueillent des rapatriés ne renseigne pas sur l'ampleur des conséquences de la crise sur l'ensemble des ménages (voir paragraphe 9.7.)

7.2 TYPE D'AIDE DEMANDEE

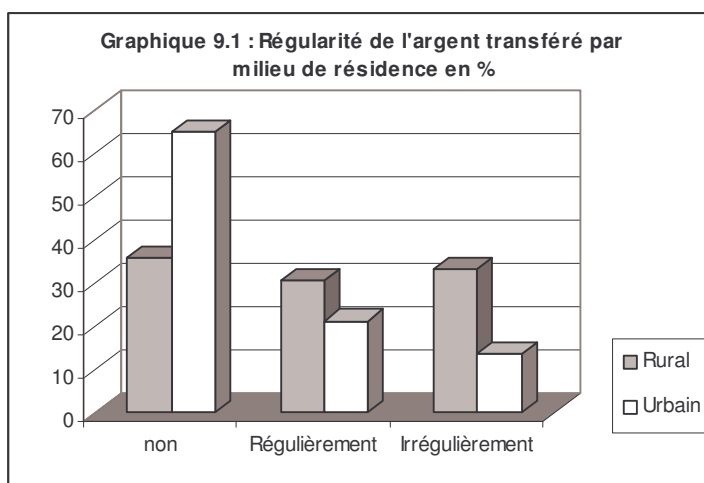
Une fois rentrés au pays, les rapatriés se retrouvent confrontés aux dures réalités de la vie : comment satisfaire aux besoins les plus vitaux dans l'immédiat ? Il est de ce fait important de savoir le type d'aide dont les rapatriés ont besoin le plus rapidement possible. Dans l'ensemble, la priorité signalée revient à la consommation alimentaire avec plus de 50% d'aide souhaitée par les rapatriés suivie de l'emploi avec 38%.

Ces proportions sont plus ou moins conservées en milieu rural mais, en milieu urbain ces priorités s'inversent : à savoir que le premier besoin revient à l'emploi sans doute parce qu'en ville le problème alimentaire se pose avec moins d'acuité que celui de la dépendance vis à vis d'autrui difficile à supporter.

Par région, à l'Est, au Sud Ouest et au Plateau Central l'expression des besoins va pour plus de 60% à l'aide alimentaire. L'expression en besoin alimentaire la plus faible se situe au Centre avec 22%. L'emploi constitue plus de 50% de l'aide souhaitée par les rapatriés au Plateau Central et au Nord. Les besoins en santé se posent avec acuité surtout à l'Est où l'expression des besoins dépasse 45%. On y trouve également près de 47% des besoins en logement. On note tout de même plus de 20% de ménages dans les Cascades et au Centre Sud qui déclarent n'avoir besoin d'aucune aide.

7.3 REGULARITE DE L'ARGENT REÇU PAR LES MENAGES

En général, les personnes résidant à l'étranger envoient des fonds à leur famille restée au pays. Les Burkinabé résidant en Côte d'Ivoire n'échappent pas à cette règle. C'est dire que les familles restées au pays reçoivent souvent de l'argent de la part de leurs parents expatriés. Comment se présente le profil, de ces envois ?



Dans l'ensemble, presque 60% des ménages enquêtés déclarent recevoir aussi bien régulièrement qu'irrégulièrement de l'argent de Côte d'Ivoire.

En ville, plus de 20% des ménages recevaient régulièrement de l'argent contre près de 30% en campagne.

Par région, les ménages qui reçoivent le plus souvent de l'argent se situent surtout au Nord (81%), au Centre Nord (79%) et au Centre Sud (71%). Particulièrement pour la régularité dans la réception, le Centre Nord vient en tête, suivi des Cascades, du Sahel et du Nord.

7.4 EVOLUTION DES TRANSFERTS AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

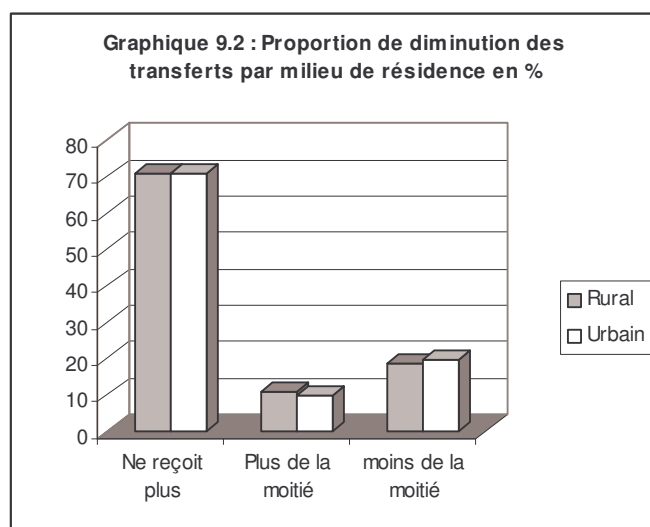
L'existence d'une crise perturbe à n'en pas douter les transactions économiques et financières entre Etats. Au-delà de la régularité ou non de l'argent que les ménages peuvent recevoir de la Côte d'Ivoire, on s'attend donc à ce que le rythme des transferts par rapport aux 12 derniers mois subisse un coup.

C'est ainsi que dans près de 85% des cas, les ménages ont noté une diminution des transferts de la Côte d'Ivoire vers le Burkina quel que soit le milieu de résidence.

Selon la région 100% des ménages pensent que les transferts ont connu une baisse dans la Boucle du Mouhoun, à l'Est, au Sud Ouest et au Plateau Central. De l'avis de 72% des ménages dans les Cascades on ne note aucun changement dans les transferts. Au total seuls 4% des ménages receveurs d'aide financière ont déclaré celle-ci à la hausse par rapport aux 12 derniers mois.

7.5 NIVEAU DE BAISSSE DES TRANSFERTS

Parmi les ménages ayant connu un déficit des transferts en provenance de la Côte d'Ivoire, dans quelle proportion cette diminution est appréciée ?



Aussi bien en ville qu'en campagne, environ 71% des ménages ne reçoivent même plus d'argent, environ 10% reçoivent plus de la moitié de ce qu'ils recevaient d'habitude et près de 19% moins de la moitié. Selon la région, 100% des enquêtés ne reçoivent plus rien de la Côte d'Ivoire à l'Est, dans les Cascades et au Centre Sud. Le Centre est la région où moins de ménages ne bénéficient plus des envois de fonds de Côte d'Ivoire, soit 57% des ménages.

7.6 UTILISATION PAR LES MENAGES DE L'ARGENT REÇU

Si les ménages reçoivent de l'argent de l'étranger c'est pour satisfaire des besoins précis. Quelle est l'utilisation généralement faite des transferts reçus par les ménages ? Tout milieu confondu, l'argent transféré est consacré à l'alimentation (46%), suivie de la création ou du maintien d'une activité économique (16%) et des soins de santé (12%). Ces priorités sont plus ou moins maintenues aussi bien en ville qu'en campagne, sauf qu'en ville la création ou le maintien de l'activité économique vient avant les soins de santé.

Par région, c'est au Nord et au Centre Nord que la proportion d'utilisation à la couverture en besoins alimentaires est élevée (entre 71% et 79%). La proportion en consommation alimentaire la plus faible se situe au Centre.

La scolarisation et la construction comme préoccupations se rencontrent principalement au Nord (12,3% des ménages) et au Plateau Central (18,6% des ménages).

Quant à l'utilisation des fonds à la création ou au maintien d'une activité économique, c'est au Centre Sud et au Sahel que les ménages s'y adonnaient le plus avec des taux respectifs de 40,4% et de 31%.

7.7 CONSEQUENCES DE LA CRISE SUR LES MENAGES

La situation de crise en Côte d'Ivoire a des impacts divers sur la vie des ménages. Quels sont les aspects sociaux les plus affectés par cette situation ?

La première conséquence directe qui vient confirmer l'utilisation des transferts et le type d'aide souhaité par les rapatriés est la consommation alimentaire. Ceci confirme la situation d'urgence dans laquelle se trouvent les personnes rentrées de la Côte d'Ivoire.

En effet, pour 57% des ménages, les conséquences de la crise se polarisent sur les besoins en nourritures. Ce taux avoisine 60% en milieu rural contre 43% en milieu urbain. En ville, 34% des ménages déclarent ne subir aucune conséquence de la crise contre 22% en campagne.

Les ménages qui déclarent subir des conséquences sur la santé sont de 11% en milieu rural et de 7% en milieu urbain. Pour la scolarisation elle subit le coup de la crise pour 15% des ménages en ville contre 7% en campagne.

Par région, 42,5% des ménages au Centre et 55% des ménages à l'Est déclarent ne subir aucune conséquence directe de cette crise. Quant à la difficulté à se nourrir, elle vient par ordre d'importance dans les régions du Centre Nord, du Plateau Central, du Nord et du Sahel avec des taux allant de plus de 79% à plus de 66%.

Si la crise ivoirienne a eu pour conséquence l'arrêt de la scolarisation dans 15,7% des ménages et le manque de soins dans 21,5% des ménages au Nord, la construction occupe 22% des conséquences à l'Est et presque 15% au Plateau Central. L'arrêt de l'activité économique est prépondérant respectivement au Centre Sud et au Sahel.

7.8 PERSPECTIVES D’ACTIONS ENVISAGEES PAR LES MENAGES

Suite aux problèmes que connaissent les ménages du fait de la crise ivoirienne, quelles perspectives les ménages envisagent-ils pour faire face à la situation ?

Les principales actions envisagées en milieu rural vont à 30% à l’appel à des programmes d’aide pour plus de 27% à un travail supplémentaire.

En milieu urbain, ces deux taux sont presque à parité à 26%. Il est à noter que certains ménages n’excluent pas un retour en Côte d’Ivoire comme perspective avec un taux de 12% en milieu rural et 8% en milieu urbain.

Du point de vue des régions, l’appel à des programmes d’aide est une perspective envisagée beaucoup plus dans les régions des Cascades (58%), de l’Est (51%) et du Centre Est (44%). L’appel à un travail supplémentaire comme remède à la situation est plus fréquent au Sud Ouest, au Nord et au Plateau Central avec des taux allant de 43% à plus de 56%.

Le désir de retour en Côte d’Ivoire est envisagé à hauteur de 36% des ménages au Centre Sud et 19% dans les Hauts Bassins.

A N N E X E S
